

Manuel Valls

Manuel Valls, né le 13 août 1962 à Barcelone (Espagne), est un homme d'État français, Premier ministre du 31 mars 2014 au 6 décembre 2016.

Il est maire d'Évry de 2001 à 2012 et député de la première circonscription de l'Essonne de 2002 à 2012 et depuis 2017. Candidat à la primaire présidentielle socialiste de 2011, il recueille 5,6 % des voix et apporte son soutien à François Hollande. Il est ensuite ministre de l'Intérieur dans les gouvernements Jean-Marc Ayrault, de 2012 à 2014, avant de devenir chef du gouvernement.

Il démissionne fin 2016 de son poste de Premier ministre pour se présenter à la primaire citoyenne de 2017, qu'il perd au second tour face à Benoît Hamon. En vue de l'élection présidentielle qui suit, il soutient ensuite son ancien ministre Emmanuel Macron. Réélu député, il quitte le PS pour s'apparenter au groupe La République en marche, qui soutient l'action d'Emmanuel Macron.

Manuel Valls



Manuel Valls en 2015.

Fonctions

Député français

En fonction depuis le 7 janvier 2017
(9 mois et 25 jours)

Réélection	<u>18 juin 2017</u>
Circonscription	<u>1^{re} de l'Essonne</u>
Législature	<u>XIV^e</u> et <u>XV^e</u>
Groupe politique	<u>SER</u> (2017) app. <u>LREM</u> (depuis 2017)
Prédécesseur	<u>Carlos Da Silva</u>

20 juin 2002 – 21 juillet 2012
(10 ans, 1 mois et 1 jour)

Élection	<u>16 juin 2002</u>
Réélection	<u>17 juin 2007</u> <u>17 juin 2012</u>
Circonscription	<u>1^{re} de l'Essonne</u>
Législature	<u>XII^e</u> , <u>XIII^e</u> et <u>XIV^e</u>
Groupe politique	<u>SOC</u> (2002-2007) <u>SRC</u> (2007-2012)
Prédécesseur	<u>Jacques Guyard</u>
Successeur	<u>Carlos Da Silva</u>

Premier ministre français

Sommaire

1	Biographie
1.1	Origines, études et famille
1.2	Débuts en politique
1.3	Implantation à Évry
1.4	Primaire présidentielle de 2011
1.5	Ministre de l'Intérieur
1.6	Premier ministre
1.7	Présidentielle de 2017
1.8	Retour à l'Assemblée nationale
2	Orientations politiques
2.1	Positions au sein du Parti socialiste
2.2	Politique économique et intégration européenne
2.3	Questions internationales
2.3.1	Question israélo-palestinienne
2.3.2	Autres
2.4	Sujets de société
2.4.1	Immigration et mixité sociale
2.4.2	Laïcité et religions
2.4.3	Antisémitisme et relations avec la communauté juive
2.4.4	Gestation pour autrui
2.4.5	Cannabis
2.4.6	Symboles nationaux
2.4.7	Statistiques ethniques
2.5	Institutions
3	Communication
4	Détail des mandats et fonctions
4.1	Au niveau local
4.2	Au niveau national
4.3	Au Parti socialiste
5	Décorations
6	Dans la fiction
7	Ouvrages
8	Notes et références
8.1	Notes
8.2	Références
9	Voir aussi
9.1	Bibliographie
9.2	Articles connexes
9.3	Liens externes

Biographie

Origines, études et famille

31 mars 2014 – 6 décembre 2016 (2 ans, 8 mois et 5 jours)	
Président	<u>François Hollande</u>
Gouvernement	<u>Valls I et II</u>
Législature	<u>XIV^e législature</u> (Cinquième République)
Coalition	<u>Majorité présidentielle</u> <u>PS - PRG</u>
Prédécesseur	<u>Jean-Marc Ayrault</u>
Successeur	<u>Bernard Cazeneuve</u>
Ministre de l'Intérieur	
16 mai 2012 – 31 mars 2014 (1 an, 10 mois et 15 jours)	
Président	<u>François Hollande</u>
Gouvernement	<u>Ayrault I et II</u>
Prédécesseur	<u>Claude Guéant</u>
Successeur	<u>Bernard Cazeneuve</u>
Maire d'Évry	
18 mars 2001 – 24 mai 2012 (11 ans, 2 mois et 6 jours)	
Élection	<u>18 mars 2001</u>
Réélection	<u>16 mars 2008</u>
Prédécesseur	<u>Christian Olivier</u>
Successeur	<u>Francis Chouat</u>
Premier vice-présidentdu conseil régional d'Île-de-France	
20 mars 1998 – 20 juin 2002 (4 ans et 3 mois)	
Élection	<u>15 mars 1998</u>
Président	<u>Jean-Paul Huchon</u>
Successeur	<u>Marie-Pierre de La Gontrie</u>
Conseiller régionald'Île-de-France	
21 mars 1986 – 20 juin 2002 (16 ans, 2 mois et 30 jours)	
Élection	<u>16 mars 1986</u>
Réélection	<u>22 mars 1992</u> <u>15 mars 1998</u>
Président	<u>Michel Giraud</u> <u>Jean-Paul Huchon</u>
Biographie	
Nom de naissance	<u>Manuel Carlos Valls Galfetti</u>
Date de naissance	<u>13 août 1962</u>
Lieu de naissance	<u>Barcelone (Espagne)</u>

Manuel Carlos Valls Galfetti^{Note 1} naît le 13 août 1962^{1, 2}, dans le quartier d'Horta à Barcelone³ à la clinique *la Ferroviaria*, rue Campoamor

Naturalisé français en 1982⁴, il est l'une des personnalités politiques, élues en France avec Sergio Coronado, Anne Hidalgo, Esther Benbassa, Eva Joly, Jean-Vincent Placé, Najat Vallaud-Belkacem, Pouria Amirshahi, Eduardo Rihan Cypel ou Kofi Yamgnane, à avoir acquis la nationalité française par naturalisation⁵. Il bénéficie de la loi organique n° 83-1096 du 20 décembre 1983 qui lève l'empêchement fait aux naturalisés récents (ancien article 128 du code électoral) — depuis moins de dix ans —, de briguer un mandat électoral. Il deviendra le premier Premier ministre de la V^e République à avoir obtenu la nationalité française par naturalisation⁶

Il est le fils de Xavier Valls, artiste peintre catalan (1923-2006)^{7, 8} et de Luisangela Galfetti, originaire du Tessin en Suisse, sœur de l'architecte Aurelio Galfetti^{9, 10}.

Son grand-père paternel, Magí Valls, fonde la « banque Pons i Valls »¹¹. Collaborateur du journal catalan et catholique *El Matí* (1929-1936), il cache des prêtres persécutés par les trotskistes durant la guerre civile¹. Un cousin de son père, Manuel Valls i Gorina, a composé l'hymne du FC Barcelone, dont il est un fervent supporter¹². Il a une sœur cadette, Giovanna Valls qui a publié en 2015, une autobiographie intitulée *Accrochée à la vie. Journal d'une renaissance* (aux éditions Jean-Claude Lattès)¹³.

Il naît à Barcelone car ses parents, déjà installés en France, ont souhaité que leur fils naisse en Espagne¹. Manuel est baptisé le 24 août 1962 par le père Ventura dans l'église paroissiale catholique de Horta, son quartier natal à Barcelone¹⁴. Il grandit avec sa sœur Giovanna dans la maison-atelier familiale du Marais, où ses parents reçoivent intellectuels et artistes comme Vladimir Jankélévitch, Alejo Carpentier ou Hugo Pratt¹⁵. Son parrain est Carlo Coccioli (1920-2003), écrivain italien, et sa marraine est Maria Buina³.

Il effectue son service national dans l'Armée de terre, comme aspirant au 120^e régiment du train de Fontainebleau¹⁶. Manuel Valls parle français, catalan, espagnol et italien¹⁷.

Il obtient à l'université Panthéon-Sorbonne(Paris 1) une licence d'histoire¹⁸ en 1986 (il a alors 24 ans) et rencontre à cette époque Nathalie Soulié, qu'il épouse en 1987 et avec laquelle il a quatre enfants.

Divorcé depuis, il se remarie en 2010 avec la violoniste Anne Gravoin^{19, 20}, son témoin étant Ibrahima Diawadoh N'Jim²¹. Cette dernière est entrée en 2012 dans l'équipe des musiciens de l'émission *Chabada* présentée par Daniela Lumbroso, dont le mari Éric Gheballi est un proche de Manuel Valls²². Anne Gravoin est également premier violon et codirectrice artistique de l'Alma Chamber Orchestra²³, orchestre de chambre français créé en mai 2013. Si en 2014 Manuel Valls déclarait un patrimoine de deux appartements et 93 000 euros, il possède également une part d'une SCI, détenue essentiellement par son épouse, qui possède 16 lots de copropriété et leur appartement parisien pour une valeur voisine de 2 millions d'euros, non déclarée à laHATVP le foyer vivant sous le régime de séparation des biens²⁴.

Débuts en politique

En 1980, à 17 ans, il adhère au Mouvement des jeunes socialistes pour soutenir Michel Rocard²⁵. Il entre ensuite dans les réseaux rocardiens de la deuxième gauche, opposés au sein du PS à François Mitterrand. Pendant ses études d'histoire à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (centre Tolbiac)²⁶, il adhère au syndicat étudiant UNEF-ID²⁷ et devient conseiller de Michel Rocard pour les affaires étudiantes. Il ne peut voter lors de l'élection présidentielle de 1981 n'étant pas encore français²⁸.

Nationalité	espagnole (1962-1982) française (depuis 1982)
Parti politique	PS (1980-2017) SE (depuis 2017)
Père	Xavier Valls
Conjoint	Nathalie Soulié (divorcés) Anne Gravoin
Diplômé de	université Panthéon-Sorbonne
Profession	conseiller en communication



Maires d'Évry
Premiers ministres français

À la fin de 1980, il rencontre à l'université deux autres rocardiens : Alain Bauer, qui devient plus tard le parrain du deuxième de ses fils, et Stéphane Fouks^{29, 30, 31}. En 1985, le trio est parmi les premiers membres des «clubs forums», chargés d'accompagner le projet présidentiel de Rocard. Valls souhaite déjà changer le nom mais aussi l'orientation du PS pour en faire une « maison des progressistes¹⁵ ». Cette même année, il quitte la LDH pour protester contre son opposition à l'extradition vers l'Espagne des membres de l'ETA³². De 1983 (il n'est alors pas encore licencié d'histoire) à 1986, il est attaché parlementaire de Robert Chapuis, député de l'Ardèche. En 1988, il succède à Henri Kaminska à la tête du PS d'Argenteuil-Bezons après avoir été élu à 24 ans au conseil régional d'Île-de-France, dont il devient premier vice-président en 1998. La même année, il intègre le cabinet de Michel Rocard, alors Premier ministre, par l'entremise de Jean-Paul Huchon qui en est le directeur. Adjoint de Guy Carcassonne, il est chargé des relations avec l'Assemblée nationale, puis de la jeunesse et de la vie étudiante³³. Il est par ailleurs administrateur de la Mutuelle nationale des étudiants de France(MNEF) en qualité de représentant du collège étudiant pendant plusieurs années, au moins jusqu'en 1992^{Note 2}.

Par ailleurs, en 1988, Manuel Valls est initié à la franc-maçonnerie par Jean-Pierre Antebi, membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, co-fondateur en 1986 de la loge maçonnique appelée *Ni maîtres ni dieux*, et trésorier de la LICRA. Il devient membre du GODF le 26 avril 1989 et participe dès lors régulièrement aux ateliers de la loge. En 1995, il rejoint la loge *L'Infini maçonnique*, fondée par son ami Alain Bauer, et où siège déjà son autre ami Stéphane Fouks. En 2005, très occupé par ses fonctions de député-maire, il démissionne du Grand Orient³⁴.

De 1991 à 1993, il est délégué interministériel adjoint aux Jeux olympiques d'hiver de 1992 d'Albertville. Il devient ensuite secrétaire national du PS à la communication et premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise, puis chargé de la communication et de la presse au cabinet de Lionel Jospin, Premier ministre, de 1997 à 2002 ; à ce titre, il gère la communication de Lionel Jospin après le 21 avril 2002. Il est adjoint au maire d'Argenteuil de 1989 à 1998, puis conseiller municipal jusqu'en 2001. Aux législatives de 1997 dans la circonscription d'Argenteuil (cinquième circonscription du Val-d'Oise), il cible le communiste Robert Hue plus que le député de droite sortant³⁵. Valls est devancé par les candidats PCFRPR et FN et se classe seulement quatrième du premier tour³⁶.

Implantation à Évry

Manuel Valls est élu maire d'Évry (Essonne) en mars 2001, puis député de la 1^{re} circonscription de l'Essonne le 16 juin 2002³⁷. Il est réélu aux élections législatives de 2007 avec 60,1 % des voix, puis en 2012, toujours au second tour, avec 65,6 % des voix^{38, 39}. Refusant de rejoindre le Nouveau Parti socialiste, il donne « des réponses différentes et un positionnement autoritariste déjà assumé, il marque cependant une même volonté de réinitialiser le logiciel programmatique socialiste, mais aussi un certain pragmatisme, voire une souplesse idéologique certaine »⁴⁰. Il soutient alors le Premier secrétaire François Hollande, en particulier à l'occasion du congrès de Dijon de 2003 à la suite duquel il devient secrétaire national du PS, chargé de la coordination et de l'organisation^{40, 41}.

Fin 2004, lors du référendum interne du PS sur la constitution européenne il se prononce pour le non, mais le oui prôné par François Hollande l'emporte avec 59 % de voix. Pendant la campagne référendaire de 2005, Manuel Valls est un des rares nonistes à se prononcer finalement pour le oui, à quelques semaines du vote, avant que le non ne l'emporte, par 54,7 % des suffrages⁴⁰. Il soutient de nouveau François Hollande lors du congrès du Mans de 2005, avant de rallier Ségolène Royal lors de la primaire présidentielle de 2006⁴⁰.

En 2008, il est réélu maire d'Évry après que sa liste a remporté 70,28 % des suffrages exprimés (mais avec moins d'un tiers des inscrits en raison d'une forte abstention)⁴². Il renonce à ce mandat en 2012, à la suite de sa nomination au gouvernement.

Son action à la tête de la ville d'Évry est marquée par le triplement des effectifs et l'armement de la police municipale, la généralisation des caméras de surveillance (pour un budget de 3,6 à 5 millions d'euros, selon les sources), l'expulsion de Roms, l'interdiction d'un supermarché Franprix halal dans le quartier des Pyramides, la rénovation dudit quartier des Pyramides et du quartier de Bois-Sauvage, une amélioration de l'entretien des HLM, l'embellissement de la voirie, ou encore le combat contre l'implantation d'un magasin d'usine dans le but de sauver les 2 500 emplois du centre commercial local.

Dans l'ensemble, les élus locaux jugent favorablement son bilan. Danièle Valéro, adjointe aux Affaires scolaires, sous l'étiquette Europe Écologie Les Verts, voit en lui un maire qui « a du punch, du temps, de l'envie pour sa ville. Il est très investi sur le terrain, se souvient des gens, connaît toutes les écoles ». Pour Jacques Picard, conseiller régional EELV d'Île-de-France, il est un « homme à

poigne, qui a créé autour de lui un fort système de pouvoir, mais a su travailler en intelligence avec ses équipes ». De son côté, Christian Pigaglio, conseiller municipal PCF, commente : « Il faut bien reconnaître qu'il a changé la réputation d'Évry. Aujourd'hui, c'est une ville où il fait bon vivre »⁴³. Joseph Nouvellon, élu UMP d'Évry, est plus critique : « Il nous avait promis un plan de développement stratégique avec des moyens pour « booster » la ville, mais on l'attend toujours »⁴⁴.

Manuel Valls laisse Évry une situation financière difficile, malgré une nette augmentation (+ 45,7 %) de la pression fiscale sur les ménages de la commune entre 2001 et 2012 : la facture moyenne des foyers imposables qui frôle les 100 euros annuels en 2013, est devenue l'une des plus élevées de France pour une ville de cette importance. En 2006, la Cour des comptes relève que la Ville met à disposition de ses agents, 26 véhicules de fonction, alors que seul, le directeur général des services est censé en disposer dans une ville de 50 000 habitants comme Évry. À son départ, les dépenses en personnel y sont également plus élevées que la moyenne pour ce type de ville⁴⁴.

Primaire présidentielle de 2011

En 2007, il refuse d'entrer au gouvernement Fillon comme le lui proposait Nicolas Sarkozy élu président de la République. Manuel Valls le justifie par des désaccords de fond avec sa politique économique et un futur destin présidentiel personnel⁴⁵. Le 13 juin 2009, Manuel Valls annonce, son intention de se présenter à la primaire citoyenne de 2011 en vue de l'élection présidentielle de 2012⁴⁶. Le 30 juin 2009 il crée le club « À gauche besoin d'optimisme », « support juridique et financier » pour se présenter à la primaire socialiste⁴⁷. Le 7 juin 2011, il confirme sa candidature à la primaire socialiste^{48, Note 3}. Le chercheur Thibaut Rioufreyt relève que Manuel Valls est « le seul à se référer au néo-travaillisme » parmi les candidats de la primaire⁴⁹.

Au soir du premier tour, le 9 octobre 2011, Manuel Valls réalise un score de 5,63 % des voix, derrière Ségolène Royal (6,95 %) et Arnaud Montebourg (17,19 %). Il est ainsi éliminé au premier tour de la primaire. Il rallie François Hollande pour le second tour dès le soir de sa défaite. François Hollande le nomme directeur de la communication pour sa campagne présidentielle de 2012. À ce poste clé, il structure la campagne du candidat socialiste et le met à distance des journalistes, son omniprésence auprès du candidat lui valant le surnom de « Kommandantur »⁵⁰.

Ministre de l'Intérieur

Le 16 mai 2012, il est nommé ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Jean-Marc Ayrault. De ce fait, il démissionne le 24 mai 2012 de ses fonctions de maire⁵¹ mais continue de siéger en tant que conseiller municipal^{52, 53}. En outre, il laisse sa place de député à l'Assemblée nationale à son suppléant, Carlos Da Silva⁵⁴. En octobre 2012, Manuel Valls déclare vouloir retrouver le niveau antérieur de naturalisations, autour de 110 000 par an^{55, 56}. Mais en janvier 2013, une circulaire entre en vigueur qui ne prévoit pas plus de 30 000 régularisations par an, de plus, en 2012, 36 822 éloignements forcés ont eu lieu soit une hausse de 11,9 % par rapport à 2011⁵⁷. En novembre 2013, les chiffres publiés indiquent que plus de 46 000 clandestins sont régularisés durant l'année 2013, soit 10 000 personnes de plus que sous le précédent gouvernement⁵⁸. Manuel Valls déclare le 20 janvier 2013 que « les Roms ont vocation à rester en Roumanie ou en Bulgarie ou à y retourner »⁵⁹.

Manuel Valls doit également gérer, en tant que ministre de l'Intérieur, les manifestations contre le mariage entre personnes de même sexe.

Dans le cadre de sa lutte contre le racisme et l'antisémitisme et de son combat jugé à la fois « politique »⁶⁰ mais aussi « personnel »^{61, 62} contre l'humoriste Dieudonné, Manuel Valls adresse le 6 janvier 2014 à l'attention des préfets une circulaire dont le titre est : « Lutte contre le racisme et l'antisémitisme — manifestations et réunions publiques - spectacles de M. Dieudonné M'Bala M'Bala »⁶³.

Le 8 janvier, le spectacle controversé « Le mur » de l'humoriste Dieudonné au Zénith de Nantes Métropole est interdit, sur demande du préfet de Loire-Atlantique⁶⁴. Le 9 janvier, le tribunal administratif de Nantes autorise ce spectacle⁶⁵, annulant en référé-liberté l'arrêté d'interdiction⁶⁴.



Manuel Valls à Toulouse, en 2015.

Quelques minutes après ce référé, Manuel Valls saisit en appel le Conseil d'État pour contester la décision du tribunal administratif de Nantes⁶⁶. Moins de 2 heures après avoir été saisi, le Conseil d'État décide d'annuler l'ordonnance du tribunal administratif de Nantes et maintient l'interdiction du spectacle de Dieudonné à Nantes, estimant « que la réalité et la gravité des risques de troubles à l'ordre public mentionnés par l'arrêté du préfet étaient établis tant par les pièces du dossier que par les échanges lors de l'audience publique »^{67, 68}.

Alors que Manuel Valls salue « une victoire pour la République »⁶⁹, la Ligue des droits de l'homme, déclare que « le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a mis le gouvernement « dans une situation délicate » en demandant aux préfets d'interdire le *one-man-show* de Dieudonné. » et son président, Pierre Tartakowsky qui évoque « une « séquence politique désastreuse » », juge « positif » le « message de protection des libertés » envoyé par le juge administratif de Nantes⁷⁰.

Le bras de fer de Manuel Valls avec Dieudonné s'inscrit dans une lutte de plus grande ampleur contre l'extrême droite radicale, marquée quelques mois plus tôt par la dissolution de l'Œuvre française et des Jeunesses nationalistes à la suite de l'affaire Clément Méric^{71, 72}.

Cette mouvance, qui lui reproche la répression policière contre les manifestations opposées au mariage pour tous au printemps 2013⁷³, nourrit en retour une certaine animosité à son égard, comme l'illustre le succès en son sein d'une biographie de l'intéressé publiée par Emmanuel Ratier:

Pour Jacques Hennen, coauteur avec Gilles Verdez d'une autre biographie de Manuel Valls, ce dernier « se situe sur la colonne vertébrale républicaine. Son histoire, c'est la hantise de l'extrême-droite : il incarne la gauche, l'ordre, les valeurs... C'est d'ailleurs à son sujet que Marine Le Pense montre la plus tranchante »⁷⁴.

De nombreux observateurs le rapprochent de son prédécesseur Nicolas Sarkozy à travers son action, son style et sa popularité⁷⁵, au point de lui donner parfois le surnom de « Sarkozy de gauche »^{76, 77, 78}.

David Revault d'Allonnes et Vanessa Schneider, journalistes au *Monde*, estiment notamment qu'« observer Manuel Valls en 2013, c'est en effet retrouver de nombreuses similitudes avec le Nicolas Sarkozy des années 2000, celui de la période de conquête qui le porta à l'Elysée en 2007. La plus flagrante, tient évidemment à la façon d'endosser l'uniforme de premier flic de France que Nicolas Sarkozy arbora pendant quatre ans à Beauvau ». Manuel Valls nie cette ressemblance en mettant en avant ses résultats⁷⁵.

Premier ministre



Manuel Valls avec Dmitry Medvedev, chef du gouvernement russe, en 2016.

Le 31 mars 2014, à la suite de la défaite de la gauche aux élections municipales de 2014, François Hollande le nomme au poste de Premier ministre⁷⁹. Il devient alors, le deuxième Premier ministre de François Hollande, après Jean-Marc Ayrault. Sa nomination suscite les critiques d'une partie de la gauche qui le considère comme trop à droite, mais aussi de l'opposition, qui estime mitigé son bilan au ministère de l'Intérieur⁸⁰. La composition de son gouvernement est annoncée les 2 et 9 avril 2014. Son discours de politique générale obtient l'approbation de l'Assemblée nationale le 8 avril⁸¹. Le 29 avril, Manuel Valls fait approuver par l'Assemblée nationale le programme de stabilité budgétaire du gouvernement, malgré l'abstention de 41 députés socialistes⁸².

Il choque une partie des Socialistes en s'exclamant « J'aime l'entreprise » à l'université d'été du Medef¹⁵. Le 25 août 2014, Manuel Valls présente la démission de son gouvernement, à la suite d'un désaccord avec ses ministres sur la politique économique à mener avec, notamment, Arnaud Montebourg (ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique) et Benoît Hamon (ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche). Il est néanmoins reconduit dans ses fonctions par le président de la République⁸³.

Une frange de parlementaires socialistes, surnommés les « frondeurs », s'oppose dès lors à sa politique économique et sociale. Manuel Valls est ainsi contraint d'utiliser l'article 49.3 de la Constitution lors de la première lecture du projet de loi Macron à l'Assemblée nationale, ce qui lui permet de faire adopter le projet sans vote⁸⁴.

Le 13 janvier 2015, quelques jours après une série d'attaques terroristes islamistes, Manuel Valls prononce à l'Assemblée nationale un discours en hommage à leurs victimes, salué par une ovation debout de l'ensemble des députés⁸⁵. Le Premier ministre déclare notamment que « la France est en guerre contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical » et non « contre l'islam et les musulmans »⁸⁶.

En avril 2015, il présente un nouveau projet de loi dans le cadre de « la lutte contre le racisme et l'antisémitisme » dont l'innovation principale, selon Anne-Marie Le Pourhiet, consiste à transformer le délit d'opinion relatif à la loi de 1881 sur la presse, en délit de droit pénal⁸⁷. Juristes et associations, tel Pierre Tartakowsky, président de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen⁸⁸, expriment leur inquiétude à propos d'une justice expéditive notamment en ce qui concerne la comparution immédiate et les délais de prescription⁸⁹. D'autres points suscitent des remarques plus favorables, particulièrement de la part de Christine Lazerges, présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme⁸⁹.

Il s'oppose de manière prononcée au Front national lors des élections départementales⁹⁰ et régionales de 2015, appelant à un « front républicain »⁹¹ et même à une fusion des listes PS et Les Républicains entre les deux tours dans le but de tenter d'empêcher le FN de gagner dans un certain nombre de régions⁹². Il évoque dans le même temps la possibilité d'une coalition gauche-droite pour l'élection présidentielle de 2017⁹³.

Pour le chercheur Fabien Escalona, Manuel Valls et ses soutiens, dont Jean-Marie Le Guen, « anticipent une situation où un nombre important de triangulaires aux législatives à venir pourrait empêcher la formation d'une majorité présidentielle sur la base de la seule droite ou de la seule gauche. Leur perspective consiste à organiser sciemment une collaboration minimale entre les forces du « cercle de la raison », plutôt que de se livrer à des déchirements inutiles qui risquent de se révéler trop coûteux »⁹⁴.

Manuel Valls choisit d'utiliser l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le projet de loi travail. Lors de la dernière lecture, il refuse l'examen d'un amendement de compromis porté par Olivier Faure sur l'article 2⁹⁵. Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, avertit les frondeurs que « déposer ou voter une censure contre le gouvernement » serait « une ligne rouge » qui entraînerait leur exclusion du parti à un an des prochaines élections législatives. Dans ce contexte, les frondeurs socialistes ne réussissent qu'à réunir 56 signatures sur les 58 nécessaires pour déposer une motion de censure⁹⁶, ce qui aboutit à l'adoption du texte en juillet 2016.

Au sein du gouvernement, il se trouve en rivalité avec la figure émergente d'Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, bien qu'ils partagent un même positionnement social-libéral : alors que leurs relations se dégradent peu à peu et que leurs cotes de popularité suivent des trajectoires inverses, les médias estiment qu'Emmanuel Macron incarne mieux ces idées désormais et qu'il « ringardise » le Premier ministre^{97, 98, 99, 100, 101}.

Son discours à Colomiers, le 29 août 2016, lors duquel il se dit « Premier ministre mais libre » et clame sa loyauté « qui ne l'entrave pas », est perçu comme un premier acte d'émancipation à l'égard de François Hollande¹⁰².

À la suite de la publication du livre entretien de François Hollande *Un président ne devrait pas dire ça...*, Manuel Valls critique la manière du président, d'incarner « l'autorité de l'État et d'exercer le pouvoir »¹⁰³ et indique qu'il se porterait candidat si François Hollande y renonçait¹⁰⁴.

Des études d'opinion lui accordent alors de meilleurs scores que ceux de François Hollande en vue de l'élection présidentielle de 2017¹⁰⁵. Le journaliste Éric Dupin indique à ce sujet : « La mésentente entre le chef de l'État et celui du gouvernement est un des grands classiques de la V^e République. Qu'un tel divorce se produise à six mois d'une élection présidentielle est toutefois inédit. Tout comme est sans précédent, le fait que le Premier ministre, tente d'empêcher le président de la République sortant de se représenter



Manuel Valls au Bundestag allemand en décembre 2015.

afin d'être, lui-même candidat »¹⁰⁶. Cette stratégie de distanciation et d'émancipation par rapport à François Hollande semble porter ses fruits dans l'opinion, puisque Manuel Valls redevient en novembre 2016, l'un des hommes politiques les plus appréciés¹⁰⁷. Le 1^{er} décembre 2016, François Hollande renonce finalement à se représenter. Selon *The Times*, cette décision est surtout le résultat d'un « putsch de palais » conduit par Manuel Valls¹⁰⁸.

Présidentielle de 2017

Manuel Valls se dit dans un premier temps, défavorable à la tenue d'une primaire présidentielle à gauche de 2017 mais change de position après la décision du conseil national du Parti socialiste d'en organiser une¹⁰⁹. Le 5 décembre, il annonce sa candidature aux primaires de la gauche en vue de l'élection présidentielle de 2017 et indique qu'il quittera ses fonctions de Premier ministre le lendemain. Il sera alors remplacé par Bernard Cazeneuve à ce poste¹¹⁰ et retrouve son mandat de député le 7 janvier 2017⁵⁴. Dans l'histoire de la V^e République, il est le seul Premier ministre à s'être présenté à la place du président sortant⁶.

Il présente début janvier un projet qu'il inscrit dans la continuité de son action gouvernementale plus lisse que ses propos de campagne passés (maintien de l'impôt sur la fortune et de la durée légale du travail, pas de baisse supplémentaire du coût du travail ni des règles du marché du travail) et même la suppression de l'article 49-3 de la Constitution dont il a pourtant fait usage à plusieurs reprises¹¹¹. Comptant sur une croissance annuelle du PIB de 1,9 %, il entend relâcher l'effort sur les dépenses publiques, qui augmenteraient de 2,5 % par an tout en maintenant le déficit public et en baissant la part des prélèvements obligatoires pour les classes moyennes et populaires. Il promet la création de postes dans la police et la gendarmerie ou encore la baisse du nombre de parlementaires¹¹¹. Désireux d'une « conférence de refondation » pour relancer l'Europe, il souhaite une pause dans l'élargissement de l'Union européenne. Il veut créer adosser à la Constitution une charte de la laïcité. Il entend également imposer un service civique obligatoire de six mois et favoriser l'industrie nucléaire¹¹¹. Lors de la campagne de la primaire, il est la cible de deux agressions, la première le 22 décembre à Strasbourg par un jet de farine¹¹² et la seconde le 18 janvier par un jeune homme qui le gifle à Lamballe¹¹³. Sa campagne connaît un démarrage difficile et des intentions de vote qui s'érodent notamment face à Arnaud Montebourg et la dynamique de la campagne de Benoît Hamon car s'il est en tête des intentions de vote des sympathisants socialistes, il est l'est moins sur les sympathisants de gauche¹¹⁴. La candidature de Vincent Peillon le concurrence également¹¹⁵.

Le 22 janvier 2017, à l'issue du 1^{er} tour, il arrive deuxième derrière Benoît Hamon avec environ 31 % des voix contre 36%¹¹⁶. Il se lance alors dans une campagne plus agressive de second tour refusant de s'engager à soutenir son concurrent s'il l'emportait et « [accusant] son adversaire de proximité avec l'islamisme radical¹¹⁷ ».

Le 29 janvier 2017, à l'issue d'un second tour rassemblant plus de deux millions de votants, il est battu par Benoît Hamon (41,31 % des voix contre 58,69 %)¹¹⁸. En dépit de la règle fixée lors des primaires, il refuse d'apporter son parrainage à Benoît Hamon expliquant être en désaccord avec ses propositions¹¹⁹. La Haute autorité des primaires dénonce un « manquement à la parole donnée » qui « contrevient gravement au principe de loyauté et à l'esprit même des primaires¹²⁰ ».

Le 29 mars 2017, invité sur la chaîne BFM TV, il appelle au soutien d'Emmanuel Macron dès le premier tour¹²¹. Le même jour dans une interview accordée à l'Obs, il se déclare prêt à travailler avec François Fillon dans l'hypothèse de la victoire de ce dernier pour « trouver des compromis avec la droite parlementaire¹²² ».

Au lendemain de la qualification d'Emmanuel Macron pour le second tour de la présidentielle, il déclare : « nous devons être prêts à le soutenir, à l'aider, à participer à cette majorité ». N'annonçant pas son départ du PS, il appelle de ses vœux une exclusion des proches de Hamon ou à une scission : « Ceux qui ne partagent pas les mêmes idées, ceux qui sont en désaccord sur l'Europe, sur l'économie, sur l'entreprise, sur les questions de sécurité ou de laïcité peuvent-ils encore être dans la même famille politique ? Personnellement, je ne le crois pas donc doit venir le temps enfin de la clarification¹²³ ».

Retour à l'Assemblée nationale

Au lendemain de l'élection présidentielle et en vue des élections législatives des 11 et 18 juin 2017, Manuel Valls fait savoir qu'il souhaite obtenir l'investiture de la République en marche ! pour sa circonscription, deux jours avant la clôture des candidatures, alors même que le mouvement fondé par Emmanuel Macron est réticent à l'égard de cette demande, d'autant que l'ancien Premier ministre

n'a pas respecté la procédure d'investiture établie par le parti. Au même moment, le Parti socialiste annonce qu'une procédure disciplinaire en vue de son exclusion a été déclenchée le 6 avril 2017, à la suite de son refus de soutenir le candidat officiel du parti à la présidentielle, Benoît Hamon¹²⁴. Ayant déjà effectué trois mandats de parlementaires, l'investiture d'En Marche ! lui est refusée mais le parti d'Emmanuel Macron ne lui oppose finalement pas de candidat^{125, 126}. Cependant, les soutiens de Manuel Valls doivent affronter des candidats En marche !¹²⁷. Au premier tour, Benoît Hamon apporte son soutien au candidat PCF Michel Nouaille¹²⁸.

Manuel Valls bénéficie du soutien d'anciens cadres socialistes (Bernard Cazeneuve, Laurence Rossignol, Jean-Yves Le Drian), de Serge Dassault ainsi que des maires des six communes de sa circonscription, dont cinq de droite. Benoît Hamon soutient son adversaire au second tour, Farida Amrani, candidate de La France insoumise¹²⁹, à qui il manque en revanche celui du communiste Michel Nouaille¹³⁰. Il est réélu député par 139 voix d'avance (soit 50,3 % des suffrages exprimés), mais son opposant revendique également la victoire et demande un recomptage des voix ; or, seuls les bulletins ou les enveloppes sur lesquels existent des doutes sont conservés selon la loi¹³¹. Le 27 juin, elle dépose un recours pour invalider le processus électoral dans cette circonscription¹³².

Le 27 juin 2017, il annonce son départ du PS et son adhésion au groupe LREM de l'Assemblée nationale comme apparenté¹³³.

Ayant suivi le dossier calédonien depuis une vingtaine d'années, l'Assemblée nationale lui confie début octobre la présidence d'une mission d'information parlementaire de 19 membres sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie ce qui est à l'origine d'une vive polémique avec Jean-Luc Mélenchon qui démissionne de cette mission^{134, 135}.

Orientations politiques

En 2013, Manuel Valls appelle à « assumer pleinement le cap social-démocrate et réformiste » du gouvernement¹³⁶. À partir de 2015, il qualifie son action et son positionnement de « social-réformiste »^{137, 138} ou de « réformiste »¹³⁹.

Le chercheur Fabien Escalona caractérise son positionnement comme « social-conservateur » en 2014, puis comme néoconservateur ou « un « nationalisme du cercle de la raison », défini depuis une gauche se vivant en « état de guerre » », en 2016⁹⁴. Son confrère Thibaut Rioufreyt le présente comme un social-libéral de type conservateur¹⁴⁰.

Pour le chercheur Laurent Bouvet, il « représente une offre politique originale au regard de ce dont on dispose habituellement à gauche, puisqu'il est à la fois réformiste voire social-libéral sur le plan économique (c'était déjà le sens de sa candidature à la primaire socialiste de 2011) et républicain, attaché à la laïcité et une expression rigoureuse du pouvoir régalien, sur le plan politique »¹⁴¹.

Positions au sein du Parti socialiste

En 2005, pour le référendum sur la Constitution européenne, il défend le « non ». Mais peu avant le référendum interne au PS du 1^{er} décembre 2004, où le « oui » l'emporte avec plus de 59 % des voix, il participe, « par discipline », à la campagne du PS pour le « oui »¹⁴². Il déclare à cette occasion « j'étais partisan du non, mais face à la montée du non, je vote oui »¹⁴³. Il vote avec d'autres élus de gauche « pour » la réforme du titre XV de la constitution permettant la ratification du Traité de Lisbonne lors du Congrès du Parlement français le 4 février 2008¹⁴⁴.

Lors des émeutes de 2005 dans les banlieues françaises, il est l'un des trois députés socialistes à ne pas voter contre la prolongation de l'état d'urgence¹⁴⁵.

Il est également l'un des seuls socialistes à exiger l'extradition de l'écrivain Cesare Battisti¹⁴⁶.

En 2007, il décline la proposition de Nicolas Sarkozy, élu président de la République, d'entrer dans le gouvernement Fillon au titre de l''ouverture »¹⁴⁶.



Manuel Valls, en 2009.

Le 25 novembre 2008, faisant suite aux contestations des résultats du Congrès de Reims du PS où il soutient Ségolène Royal, il réclame l'arbitrage des tribunaux sur les suspicions de fraude électorale dans les fédérations du Nord et de la Seine-Maritime favorables à Martine Aubry^{147, 148}.

Toutefois, revenant le 10 septembre 2009 sur cette affaire, à la suite de la parution d'*Hold up, arnaques et trahisons*, une enquête de deux journalistes, il considère qu'« il faut tourner la page »¹⁴⁹. Le 14 juillet 2009, la première secrétaire du Parti Martine Aubry fait publier une lettre ouverte¹⁵⁰ à Manuel Valls dans les colonnes du journal *Le Parisien* dans laquelle elle lui écrit : « Si les propos que tu exprimes reflètent profondément ta pensée, alors tu dois en tirer pleinement les conséquences et quitter le Parti socialiste¹⁵¹ ». Il lui répond le 16 juillet¹⁵² qu'il ne compte pas partir du Parti et précise qu'il a « toujours respecté, quoi qu'[il ait] pu [lui] en coûter », le choix des militants et les règles de vote de son groupe parlementaire dont il est aussi l'un des animateurs^{153, 154}.

Plusieurs personnalités du PS comme Gérard Collomb, Jean-Noël Guérini et Jean-Pierre Mignard soutiennent Manuel Valls face à Martine Aubry¹⁵⁵.

Le 2 janvier 2011, Manuel Valls déclare vouloir « déverrouiller les 35 heures », créant une nouvelle fois le trouble au sein du Parti socialiste¹⁵⁶. Classé à l'« aile droite » du Parti socialiste^{157, 158, 159}, il s'inscrit dans la culture et la démarche de la social-démocratie allemande et scandinave. Lui-même s'est, par le passé, défini comme « blairiste¹⁶⁰ » ou « clintonien¹⁶¹ », voire « s'inscrivant dans la lignée de Pierre Mendès France, Michel Rocard et Lionel Jospin » (primaires socialistes de 2011).

Il prône un discours politique « économiquement réaliste » et dénué de « démagogie ». Il se distingue notamment de nombre de ses camarades du PS sur la responsabilité individuelle¹⁶² (« Le nouvel espoir que doit porter la gauche, c'est celui de l'auto-réalisation individuelle : permettre à chacun de devenir ce qu'il est¹⁶³ ») ou le « refus de l'assistanat¹ ». S'estimant « réformiste plutôt que révolutionnaire », il souhaite « concilier la gauche avec la pensée libérale »¹⁶⁴.

Alors Premier ministre, il affiche sa proximité avec Matteo Renzi, Premier ministre italien, tandis que certains observateurs soulignent leurs ressemblances et la convergence de leurs politiques^{165, 166, 167}.

En ce sens, il rejette le socialisme, le considérant comme un projet politique dépassé :

« Le Parti socialiste, c'est daté. Ça ne signifie plus rien. Le socialisme, ça a été une merveilleuse idée, une splendide utopie. Mais c'était une utopie inventée contre le capitalisme du xix^e siècle¹⁶⁸ ! »

Le 15 décembre 2016, alors qu'il est candidat à la primaire de la gauche, il se déclare prêt à supprimer l'article 49-3 de la constitution

Politique économique et intégration européenne

Lors du campagne référendaire de 2005, Manuel Valls plaide initialement pour « construire une alternative forte au libéralisme »¹⁶⁹ s'engageant pour le rejet du Traité constitutionnel européen dans le cadre du référendum interne du PS (remporté par le « oui ») avant de s'engager pour l'acceptation du traité dans le référendum¹⁷⁰, finalement rejeté par les Français¹⁶⁹.

Ne cachant pas son admiration pour la personnalité du Premier ministre britannique Tony Blair, il plaide à partir de 2007 pour « concilier la gauche avec la pensée libérale »¹⁶⁹. Depuis, il est couramment présenté comme social-libéral, terme qu'il n'a jamais assumé^{169, 165}, lui préférant ceux de « social-démocratie » ou « social-réformiste »¹³⁷. Durant la primaire citoyenne de 2011, il développe un programme économique donnant la priorité à la baisse des déficits au-dessous de 3 % dès 2013 et à celle de la dette publique, prônant d'inscrire dans la Constitution la règle d'or budgétaire, rejetée par son parti. Pour rétablir l'équilibre, il préconise ainsi la hausse des impôts, la remise en cause des 35 heures, et la modération des salaires. Il souhaite également l'instauration de la « TVA sociale », ou « TVA protection »¹⁷¹, visant essentiellement à augmenter la TVA sur nombre de produits de consommation dits de « non première nécessité » en échange d'un allègement des cotisations sociales portant sur les salaires¹⁷². Il propose également un « Small Business Act » pour les PME¹⁷³.

Il plaide également pour l'allongement de la durée de cotisations pour fixer l'âge du départ en retraite et « l'alignement des régimes spéciaux [de retraite] sur le régime général¹⁷⁴ ». En 2010, il s'est déclaré favorable au contrôle de la Commission européenne sur les budgets nationaux, jugeant cela « incontestablement » nécessaire¹⁷⁵.

Fin 2014, dans un entretien à L'Obs¹⁷⁶ puis devant la fondation Jean-Jaurès, Manuel Valls met en cause les limites de la redistribution des richesses et prône le concept de « prédistribution » théorisé par Jacob Hacker, spécialiste de l'État-providence et directeur de l'institut des études sociales et politiques à l'université américaine Yale. Si cette idée est alors en vogue dans les cercles sociaux-démocrates européens, Manuel Valls est le premier à la défendre en France. Il appelle ainsi à « prévenir les inégalités plutôt que nous contenter de les corriger, toujours trop tard, et souvent à la marge », et propose plusieurs mesures en ce sens : un « investissement massif dans l'éducation », une « formation professionnelle tout au long de la vie », avec notamment la création d'un « compte social universel qui rassemblerait, pour chaque individu, l'ensemble des droits portables destinés à sécuriser son parcours professionnel », ou encore l'accès au logement¹⁷⁶.

Dans la lutte prioritaire contre le chômage, Manuel Valls se prononce en faveur d'une politique de création d'emplois. Par exemple, lors de son discours du 6 octobre 2014, à Londres, il indique « *Ce qui compte, c'est le résultat, ce qui compte c'est l'efficacité, la croissance, la création d'emplois* »¹⁷⁷.

Il conduit l'action enjointe au gouvernement, en ce domaine : « Nous avons décidé avec le Premier ministre, avec les membres du gouvernement, en partant de ce que nous avons déjà réalisé, de faire encore plus vite et encore plus fort. L'enjeu, c'est de créer les conditions d'une croissance durable dans notre pays et c'est l'esprit et la lettre du pacte de responsabilité et de solidarité. Quel est son objectif ? L'emploi¹⁷⁸ ». Au bilan de l'année 2014, Insee annonce la destruction, en France, de 74 000 emplois¹⁷⁹.

Il prône l'instauration d'un « revenu universel » en formant « une seule aide qui fusionnerait la plupart des minima sociaux existants, ouverte à tous, y compris aux moins de 25 ans »¹⁸⁰. Le Monde relève que Manuel Valls « a tenté de « récupérer » le concept en tant que Premier ministre, puis comme candidat à la primaire de la gauche. Mais en réalité, ce qu'il prône est un « revenu décent », versé seulement aux plus précaires pour leur assurer un minimum d'existence »¹⁸¹.

Questions internationales

Question israélo-palestinienne

En 2003, il cosigne une tribune avec Jean-Luc Mélenchon et Vincent Peillon contre Tariq Ramadan à qui ils reprochent d'accuser les intellectuels français juifs d'obéir à un nationalisme pro-israélien. Dans la même tribune, les trois hommes formulent le souhait que le Parti socialiste « s'engage résolument dans le combat pour une autre mondialisation ». Ils rappellent également qu'ils se sont « battus contre la guerre en Irak » et affirment leur engagement « pour que vivent côte à côte deux États, Israël et la Palestine, également libres, dignes et démocratiques »¹⁸².

Ses mandats de maire d'Évry et de président de la communauté d'agglomération Évry Centre Essonne sont marqués par un engagement appuyé en faveur de la cause palestinienne jusqu'en 2010. À l'occasion du jumelage de sa ville avec le camp de Khan Younès en 2002, il reçoit Leïla Shahid, alors déléguée de la Palestine en France. En novembre de la même année, il dénonce « la colonisation qui viole le droit international ». Par ailleurs, les « Six heures pour la Palestine » se tiennent chaque année à Évry¹⁸³. En 2004, il est l'un des premiers signataires d'un texte qui fait polémique au sein du PS, et dont il dit lui-même qu'il porte « un regard sévère sur le gouvernement Sharon »¹⁸⁴. Durant la XII^e législature, il est vice-président du groupe d'études à vocation internationale sur les territoires autonomes palestiniens à l'Assemblée nationale. Il en est membre durant la XIII^e législature^{185, 186, 187}.

En 2010, il se montre finalement réticent à soutenir des manifestations pro-palestiniennes dans sa ville. En avril 2011, il interdit un débat soutenu par le collectif Palestine-Évry Essonne qui devait se tenir après la projection du documentaire Gaza-strophe, Palestine à Ris-Orangis. Il explique que ledit collectif aurait des thèses « assez radicales » et estime que les conditions (l'assassinat récent d'une famille israélienne à Gaza) ne se prêtent pas à un tel débat. Il supprime également la subvention que la Ville d'Évry versait à Évry Palestine et cherche à jumeler sa commune à une ville israélienne^{183, 188}. Le 24 septembre 2011, interrogé sur I-Télé et Europe 1, il exprime son opposition à la demande de reconnaissance de la Palestine à l'ONU : s'il se dit favorable à la création d'un État palestinien, il juge que les conditions ne sont pas réunies et dénonce, dans les mêmes termes que ceux du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, un acte « unilatéral »^{183, 189}. Si plusieurs observateurs au PS expliquent ce changement par ses ambitions politiques nationales naissantes — il est candidat à la primaire à gauche pour la présidentielle en 2011 —, l'intéressé dément tout revirement¹⁹⁰.

En juillet 2014, dans le contexte de l'opération Bordure protectrice il condamne des débordements autour de certaines synagogues et déclare que la France « ne tolérera jamais que l'on essaie par la violence des mots ou des actes d'importer sur son sol le conflit israélo-palestinien »¹⁹¹. Il ajoute que la position adoptée par la France à cette occasion « est équilibrée. Israël a le droit à sa sécurité dans des frontières sûres et reconnues et les Palestiniens ont le droit de vivre dans un État libre et viable. [...] La France demande depuis le début un cessez-le-feu immédiat »¹⁹². Il déclare par ailleurs qu'Europe Écologie Les Verts et l'extrême-gauche, qui participent aux manifestations soutenant la bande de Gaza, ont un problème avec Israël »¹⁹³.

Par ailleurs, il s'oppose au boycott d'Israël, défendu par les militants pro-palestiniens, qu'il qualifie « d'arme indigne » et « d'aberration »¹⁹⁴. Il estime plus globalement que « la politique du gouvernement israélien doit être critiquée mais jamais sur sa légitimité et encore moins sur son existence ; aucun État n'est à ce point menacé »¹⁹⁵. Il estime que l'arrêt de la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens est un « impératif »¹⁹⁰.

Après l'adoption par l'UNESCO, le 16 avril 2016, d'une résolution, votée par la France, protestant contre des travaux entamés par Israël dans la vieille ville de Jérusalem, Manuel Valls déclare le 11 mai, en séance publique à l'Assemblée, que « ce vote n'aurait pas dû avoir lieu ». Denis Sieffert interprète cette déclaration comme un désaveu de François Hollande¹⁹⁶ qui avait réaffirmé quelques jours plus tôt que « rien dans le vote de la France ne doit être interprété comme une remise en cause de la présence et de l'histoire juives à Jérusalem »¹⁹⁷.

En 2017, Jean-Luc Mélenchon justifie sa démission d'une mission parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie présidée par Manuel Valls en l'accusant notamment de « proximité » avec « les dirigeants de l'extrême droite israélienne »¹³⁴.

Autres

Interrogé en juillet 2011 sur sa participation à une réunion du groupe Bilderberg, il a confirmé avoir été invité à Washington deux ans plus tôt, tout en considérant que ce groupe était encore trop « atlantiste » et devait s'ouvrir au reste du monde. De même, il juge qu'« il faudrait qu'il y ait aussi de grandes organisations de gauche, politiques, sociales », au niveau européen et mondial¹⁹⁸.

En 2017, il se dit opposé à la levée des sanctions contre la Russie¹⁹⁹. Il propose de « faire une pause » dans l'élargissement européen soutenant que « la Turquie ne peut pas, ne pourra pas faire partie de l'UE », tout en plaidant pour le développement de partenariats avec Ankara¹⁹⁹.

Sujets de société

Immigration et mixité sociale

Dans *Pour en finir avec le vieux socialisme... et être enfin de gauche*, il se déclare favorable aux « quotas » d'immigration²⁰⁰. Ses déclarations concernant les Roms dans un entretien publié dans *Le Figaro* le 14 mars 2013²⁰¹ ont suscité les critiques d'une partie de la gauche, notamment de la ministre du Logement, Cécile Duflot ; Manuel Valls avait en effet déclaré que les Roms « ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation », et que « les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie »²⁰².

En juin 2009, se promenant à Évry et oubliant qu'il était équipé d'un micro-cravate, il déclare : « Belle image de la ville d'Évry... Ti me mets quelques Blancs, quelques Whites, quelques Blancos... Plus tard, il se justifiera de la sorte : « Évidemment avec les stands qu'il y avait là, [j'avais] le sentiment que la ville, tout à coup, ça n'est que cela, (...) ça n'est que cette brocante, alors que j'ai l'idée au fond d'une diversité, d'un mélange, qui ne peut pas être uniquement le ghetto. On peut le dire ça ? (...). Il faut amener une diversité sociale d'abord, parce qu'il est là essentiellement le problème dans une ville comme Evry, qui est une ville qui a évolué, qui est une ville aussi de classe moyenne, mais qui manque d'un centre-ville. Donc, c'est tout le projet de ma ville, d'avoir un véritable centre-ville, qu'on est en train de lancer, et qui permette d'accueillir ces classes moyennes, qu'elles soient issues ou non de l'immigration. On a besoin d'un mélange. Ce qui a tué une partie de la République, c'est évidemment la ghettoïsation, la ségrégation territoriale, sociale, ethnique, qui sont une réalité. Un véritable apartheid s'est construit, que les gens bien-pensants voient de temps en temps leur éclater à la figure, comme ça a été le cas en 2005, à l'occasion des émeutes de banlieues »²⁰³.

Il reprend le terme d'«apartheid» en janvier 2015, à propos du manque de mixité sociale²⁰⁴. Il déclare que le terme est juste « parce que c'est ainsi que le ressentent les habitants des quartiers »²⁰⁵. Le terme est relayé par une grande partie de la presse, lors de la proposition de mesures, au demeurant, jugées légères, en faveur de la mixité sociale²⁰⁶.

En 2017, Jean-Luc Mélenchon justifie sa démission d'une mission parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie présidée par Manuela Valls en rappelant ses propos sur les « white » et les « blancs », et en l'accusant de « proximité avec les thèses ethnacistes de l'extrême droite »¹³⁴.

Laïcité et religions

Lors de l'affaire de Creil en 1989, il fait partie des membres du cabinet de Michel Rocard à protester contre l'avis du Conseil d'État autorisant trois collégiennes musulmanes à porter leur foulard dans l'enceinte de l'établissement¹⁵.

En 2003, il estime dans une tribune qu'il faut « faire évoluer la loi de séparation des Églises et de l'État (1905) afin de permettre la construction des lieux de culte à travers un financement transparent, et par conséquent public »²⁰⁷. Dans *La Laïcité en face* (2005), il réclame une refonte de la loi de 1905 affirmant que « personne ne veut y toucher, mais elle est contournée en permanence ; chacun cherche un subterfuge pour arriver à ses fins. [...] Notre pays ne peut donc échapper à la révision même si ce n'est pas une révision avec un grand R. La loi a d'ailleurs été plusieurs fois modifiée depuis son adoption. La République pourrait s'offrir ainsi un moment symbolique pour donner un souffle nouveau à la laïcité. Il faut une révision publique de l'application de la laïcité qui passe par un débat parlementaire. Voilà un beau moyen de remettre l'idéal laïc au cœur de la société française et d'en faire une valeur partagée »²⁰⁸.

En septembre 2012, lors de la cérémonie du Nouvel an juif à la synagogue de la Victoire, il déclare : « Chaque religion a ses rites et ses traditions ; la liberté de croyance, c'est la liberté de porter la kippa, de manger casher, de réaliser la circoncision »²⁰⁹. Le grand-rabbin de Paris, Michel Gugenheim, a salué le « sans fautes » du ministre²⁰⁹.

Ses relations se sont tendues avec la communauté catholique, en particulier la frange la plus à droite, du fait de son appréciation des manifestations contre le mariage pour tous, des batailles de chiffres sur le nombre de manifestants et de ses retards à condamner les divers incidents survenus dans des églises en tant que ministre de l'Intérieur. Quant à ses relations avec la communauté musulmane, elles sont mauvaises, malgré sa reconnaissance tardive des actes anti-musulmans, pour plusieurs raisons : son soutien inconditionnel à la directrice de la crèche Babyloup en conflit avec l'une de ses employées voilées ; son soutien à la loi interdisant le voile intégral dans l'espace public ; son opposition à laisser des femmes voilées accompagner des sorties scolaires ; son appréciation générale du voile islamique — « le voile, qui interdit aux femmes d'être ce qu'elles sont, doit rester pour la République un combat essentiel » selon lui — ; son jugement favorable à l'égard des propositions du Haut Conseil à l'intégration, parmi lesquelles l'interdiction du voile islamique à l'université ; et son désintérêt pour les instances représentatives officielles de l'islam²¹⁰.

En mai 2016, il reprend à son compte l'expression d'« islamo-gauchisme » utilisée par son secrétaire d'État Jean-Marie Le Guen²¹¹. Après l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice, il déclare qu'il « faut une remise à plat et inventer une nouvelle relation avec l'islam de France », envisageant d'interdire le financement des mosquées par l'étranger « pour une période à déterminer »²¹². En août, il soutient les maires ayant pris des arrêtés d'interdiction du port du burkini²¹³. Selon lui, « le burkini c'est un signe politique de prosélytisme religieux qui enferme la femme »²¹⁴. » Après la décision du Conseil d'État invalidant certains arrêtés, Manuel Valls écrit qu'elle « n'épuise pas le débat qui s'est ouvert dans notre société » estimant que « rester silencieux, comme par le passé, c'est un petit renoncement. Une démission de plus [...]. Le burkini n'est pas un signe religieux, c'est l'affirmation dans l'espace public d'un islamisme politique »²¹⁵.

Antisémitisme et relations avec la communauté juive

Manuel Valls entretient de bons rapports avec la communauté juive de France et dénonce régulièrement « un antisémitisme de façade », prétexte à « un nouvel antisémitisme souvent virulent, installé au cœur même de nos quartiers », qu'il estime avoir été « un des premiers » à évoquer. Cet engagement s'est notamment traduit dans son bras de fer avec Dieudonné fin 2013-début 2014^{194, 193}.

En 2003, il cosigne une tribune avec Jean-Luc Mélenchon et Vincent Peillon dans laquelle les trois hommes récusent la participation de Tariq Ramadan au Forum social européen après que ce dernier a accusé les intellectuels juifs français d'obéir à des logiques communautaire ou nationaliste pro-israélienne. Ils estiment alors que l'intellectuel suisse « habill[e] d'un prétendu progressisme l'antisémitisme »¹⁸².

Le 17 juin 2011, il intervient sur la radio Judaïca de Strasbourg et se voit reprocher la position de la gauche dans ses rapports aux Juifs, à la lutte contre l'antisémitisme, à l'islam et à Israël, ce à quoi il répond : « Je ne parle que pour moi : la lutte contre l'antisémitisme, je dis ça pour des raisons politiques, historiques, ma famille est profondément liée à Vladimir Jankélévitch qui a écrit le plus beau livre qu'on puisse écrire sur l'imprescriptible et l'Shoah ; par ma femme (Anne Gravoine), je suis lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël, quand même »¹⁸⁴... »

D'après Jacques Hennen, coauteur avec Gilles Verdez d'une biographie consacrée à Manuel Valls, ce dernier « ne prend parti ni pour un camp, ni pour l'autre » dans le conflit israélo-palestinien. Le journaliste affirme également que rien ne permet d'étayer la thèse soutenue par Emmanuel Ratier, journaliste d'extrême droite, dans une autre biographie de l'intéressé parue en 2014, selon laquelle Manuel Valls aurait changé d'avis sur le sujet à cause de sa deuxième épouse, Anne Gravoine, de confession juive⁷⁴. Emmanuel Ratier précise lui-même n'avoir « aucune preuve de l'influence de sa femme dans son revirement géopolitique »²¹⁶. Cette thèse, reprise par Roland Dumas lors d'un entretien face à Jean-Jacques Bourdin en février 2015²¹⁷, est en vogue au sein de l'extrême droite depuis 2011, et relayée en particulier dans la mouvance constituée par Dieudonné et Alain Soral, ainsi que par l'hebdomadaire Rivarol. Nicolas Lebourg, Valérie Igounet et Jean-Yves Camus, spécialistes de l'extrême droite, y voient un raisonnement typique de la théorie du complot juif dans la lignée des thèses antisémites d'Édouard Drumont²¹⁶.

Début avril 2012, alors que le ministre de l'Intérieur Claude Guéant interdit à certains prédicateurs islamistes étrangers de se rendre au rassemblement annuel de l'UOIF en raison de leurs propos « appelant à la haine », Manuel Valls est l'un des rares élus, avec le Front national, à s'inquiéter de leur venue en France. Il affirme notamment que, pour Youssef al-Qaradâwî, « connu pour ses fréquents propos antisémites, le jihad est un devoir pour tous les musulmans ». En mai 2012, une fois devenu ministre de l'Intérieur, il indique qu'il refuserait la présence en France de « soi-disant théologiens, qui prônent, que ce soit avec des mots durs ou avec des mots doux, la haine du Juif », et estime qu'il « était temps » pour « les organisations qui les invitent » de « changer d'attitude » et de « respecter les lois de la République »¹⁹⁵.

En septembre 2012, invité comme ministre de l'Intérieur et des Cultes à la cérémonie d'Nouvel an juif à la synagogue de la Victoire, il déclare : « Chaque religion a ses rites et ses traditions ; la liberté de croyance, c'est la liberté de porter la kippa, de manger casher, de réaliser la circoncision. »²⁰⁹. Le grand-rabbin de Paris, Michel Eugène a salué le « sans fautes » du ministre tandis que le grand-rabbin de France, Gilles Bernheim déclarait : « La confiance débute. Espérons qu'elle soit pérenne »²⁰⁹.

Après les attaques de synagogues à Paris durant l'été 2014, il déclare le 18 septembre 2014 à la synagogue de la Victoire que « sans les Juifs, la France ne serait pas la France »²¹⁸. Cette déclaration et celles faites après la prise d'otages du magasin Hyper Cacher de la porte de Vincennes ainsi que celles faites contre le mouvement BDS²¹⁹ lui valent une certaine sympathie dans la communauté juive²²⁰.

En mars 2016, il déclare lors du dîner annuel du CRIF que l'antisionisme est « tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël »²²¹. Ses propos sont soutenus par Roger Cukierman, président du CRIF, pour qui « l'antisionisme est le nouvel habit de l'antisémitisme »²²². Pour le journaliste Maurice Szafran, le Premier ministre, tout en étant conscient que « de nombreux (et importants) intellectuels (juifs) de gauche ont défendu dès le premier jour de l'indépendance de l'État d'Israël des thèses et des positions dites « antisionistes » », dénonce un « antisionisme « antisémite » » qui touche « les milieux populaires », ce que se refuserait à faire « une partie de la gauche » par électoralisme²²³. L'historien Jean-Christophe Attias estime que la déclaration de Manuel Valls est « beaucoup trop simpliste » : s'il reconnaît que « le discours antisioniste sert à masquer (de plus en plus mal) une forme d'antisémitisme », il déplore que « certains cherchent à criminaliser toute critique d'Israël en la taxant d'antisionisme, et au-delà d'antisémitisme »²²⁴. Laurent Joffrin, directeur de la rédaction de Libération, met en cause une « erreur » de la part de Manuel Valls à travers « l'identification de deux notions connexes mais distinctes »²²⁵.

Fin mai 2017, interrogé par Christine Angot dans Libération, il réaffirme « qu'un nouvel antisémitisme était né dans nos quartiers (...) Il y en a un, c'est le moteur idéologique du terrorisme. »²²⁶

Gestation pour autrui

Le 3 octobre 2014, Manuel Valls se dit opposé à la gestation pour autrui (GPA) dans le journal *La Croix*²²⁷, alors qu'il déclarait en 2011 au magazine *Têtu* : « La GPA, si elle est maîtrisée, est acceptable »²²⁸.

Cannabis

Le 12 octobre 2009, Manuel Valls se déclare « en désaccord total » avec la proposition de dépénalisation ou de légalisation encadrée du cannabis faite par Daniel Vaillant²²⁹.

Symboles nationaux

Le 23 janvier 2003, il vote en faveur de l'amendement instituant le délit d'« outrage au drapeau tricolore et à l'hymne national ». Il s'en explique ainsi : « L'intention est bonne. L'objet difficilement contestable. Il s'agissait de faire passer un message fort, et aussi de montrer qu'au PS on ne laisse pas ce terrain-là à la droite... »²³⁰.

Statistiques ethniques

Manuel Valls a plusieurs fois défendu la légalisation des statistiques ethniques. En décembre 2009, en tant que député d'opposition, il soutient cette idée à l'issue d'un colloque sur la diversité et annonce qu'il présentera « un projet de loi en ce sens à l'Assemblée nationale », promesse qu'il ne met pas à exécution. En décembre 2012, il se déclare de nouveau ouvert aux statistiques ethniques en tant que ministre de l'Intérieur, ajoutant qu'elles devraient être mises en place « selon des règles » fixées par le Conseil constitutionnel. En mars 2015, en tant que Premier ministre, il exprime le souhait « d'avoir davantage d'outils qui nous permettent de mieux lutter contre les discriminations », en l'occurrence contre celles faites aux femmes, en précisant que la lutte contre celles-ci a progressé grâce à « des statistiques précises sur la question des sexes »²³¹.

Institutions

En 2013, il dépose un amendement gouvernemental visant à supprimer celui adopté par les députés en commission des lois et qui prévoyait que les députés et sénateurs ne puissent exercer plus de trois mandats successifs²³². En 2016, il se dit favorable « au non-cumul dans le temps »²³².

Communication

Dès son mandat de maire d'Évry — en 2006, la chambre régionale des comptes souligne la hausse de 852 % des dépenses en publicité de la commune⁴³ —, Manuel Valls accorde une grande importance à la communication politique, comme il l'a indiqué lors du premier Conseil des ministres qui a suivi sa nomination à Matignon :

« Dans nos démocraties modernes, la communication n'est pas un vain mot. Elle est le véhicule de l'action, de la réforme au service de l'intérêt général. L'action politique doit donc être conduite dans une parfaite intégration des contraintes de la communication. A l'heure des chaînes d'information continue et des réseaux sociaux, maîtriser le message adressé aux Français demande le plus grand professionnalisme. »

Il cherche par exemple à se montrer très présent dans les médias et à devancer les agendas annoncés. Denis Pingaud estime que Manuel Valls est incontestablement « un bon professionnel de la communication », en ceci qu'il sait parfaitement « organiser, verrouiller et simplifier » celle-ci. Mais il ajoute que « sa façon de communiquer reste assez peu innovante : elle consiste à s'adresser aux Français de façon classique, en allant au 20 heures ou en faisant la une de *Paris Match* ». Pour Stéphane Rozès, trois mots résument sa méthode : « bonapartisme, volontarisme et présentisme ». « Le bonapartisme, c'est le choix de Manuel Valls de se placer au-dessus du champ de forces politiques, dans un rapport direct aux Français. Le volontarisme, c'est cette centralité qu'il accorde au

verbe : pour lui, la communication se confond avec l'action politique, elle n'est pas un élément à part. Quant au présentisme, c'est la volonté qui est la sienne de faire l'actualité du jour et d'imposer son rythme aux médias, ce qui n'est pas sans rappeler Nicolas Sarkozy²³³. »

Ce rapprochement entre sa méthode de communication et celle d'23^e président de la République est courant chez les observateurs de la vie politique, qui relèvent la recherche commune d'une forte visibilité médiatique chez les deux hommes et leur attribution par les sondages d'opinion des mêmes traits de caractère (énergie, dynamisme, volontarisme, autorité). Commentant la présence de Manuel Valls en compagnie de son épouse à la une de *Paris Match* après sa nomination à Matignon, Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, affirme : « Ils ont tous les deux intégré l'idée que le public demande de la transparence et qu'il est difficile de séparer, comme par le passé, la vie privée de la vie publique⁷⁵. » Le discours de politique générale de Manuel Valls du 8 avril 2014 a notamment présenté plusieurs similitudes avec le discours d'investiture de Nicolas Sarkozy par l'UMP pour l'élection présidentielle de 2007²³⁴.

Selon *Envoyé spécial*, Manuel Valls a régulièrement commandité des sondages pendant son passage à Matignon pour évaluer ses perspectives politiques et surtout connaître l'image renvoyée par sa personne. Le prix total de ces sondages est inconnu mais la pratique évoque Nicolas Sarkozy, qui avait commandé pour 7,5 millions d'euros de sondages sous sa présidence²³⁵.

Détail des mandats et fonctions

Au niveau local

- 17/03/1986 - 22/03/1992 : conseiller régional Île-de-France
- 11/03/1989 - 18/06/1995 : 12^e adjoint au maire d'Argenteuil
- 18/06/1995 - 31/12/1998 : 2^e adjoint au maire d'Argenteuil
- 23/03/1992 - 15/03/1998 : conseiller régional d'Île-de-France
- 24/03/1998 - 27/06/2002 : 1^{er} vice-président du conseil régional d'Île-de-France
- 20/06/2002 - 18/11/2002 : conseiller régional d'Île-de-France
- 25/03/2001 - 24/05/2012 : maire d'Évry
- depuis le 24/05/2012 : conseiller municipal d'Évry
- 07/04/2008 - 09/07/2012 : président de la communauté d'agglomération Évry Centre Essonne

Au niveau national

- 18/06/2002 - 21/07/2012 : député de la 1^{re} circonscription de l'Essonne
- 16/05/2012 - 31/03/2014 : ministre de l'Intérieur
- 31/03/2014 - 6/12/2016 : Premier ministre
- depuis le 7/01/2017 : député de la 1^{re} circonscription de l'Essonne²³⁶

Au Parti socialiste

- 1993 - 1994 et 1995 - 1997 : secrétaire national chargé de la communication
- 2003 - 2004 : secrétaire national chargé de la coordination et de l'organisation
- depuis 1993^[réf. souhaitée] : membre du bureau national et du conseil national

Décorations

-  Grand officier de la Légion d'honneur (2016, en tant qu'ancien Premier ministre²³⁷).
-  Grand-croix de l'ordre national du Mérite (2014), en qualité de Premier ministre²³⁸.
-  Grand-croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique (Espagne, 2015)²³⁹.
-  Grand-croix de l'ordre du Mérite civil (es) (Espagne, 2013)²⁴⁰.

-  Commandeur de l'ordre du Mérite (Côte d'Ivoire, 2013)²⁴¹.
-  Commandeur de l'ordre du Ouissam alaouite (Maroc, 2011)²⁴².
-  Commandeur de l'ordre national du Mali (Mali, 2016)²⁴³.
-  Chevalier de l'Ordre National du Lion du Sénégal (Sénégal, 2013)²⁴⁴.
-  Chevalier grand-croix de l'ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (Royaume-Uni, 5-7 juin 2014)²⁴⁵.

Dans la fiction

Dans le téléfilm *La Dernière Campagne*, sorti en 2013, son rôle est interprété par Pierre Samuel. Dans le roman *Soumission* de Michel Houellebecq, il reste le Premier ministre de François Hollande jusqu'en 2022 et perd dès le premier tour de l'élection présidentielle. Il s'allie alors à Mohammed Ben Abbas de la Fraternité musulmane, contre Marine Le Pen.

Ouvrages

- *La Laïcité en face*, entretiens avec Virginie Malabard, éditions Desclée de Brouwer, 2005, (ISBN 978-2-220-05645-6)
- *Les Habits neufs de la gauche*, éditions Robert Lafont, 2006
- *Pour en finir avec le vieux socialisme... et être enfin de gauche*, entretien avec Claude Askolovitch, Robert Lafont, 2008
- *Pouvoir*, éditions Stock, 2010
- *Sécurité : la gauche peut tout changer*, éditions du Moment, 2011
- *L'énergie du changement - Abécédaire optimiste*, éditions Eyrolles, 2011, détaille sous forme d'abécédaire son programme de campagne des primaires (Kindle-Édition : ASIN B0063DEQBMextraire).
- *La Laïcité en France*, éditions Desclée de Brouwer, 2013
- *L'Exigence*, Grasset, coll. « Documents français », 2016, 96 p. (ISBN 978-2246861300)

Notes et références

Notes

- ↑ Manuel Carlos Valls, prononcé en français [ma.nyɛl kaʁ.lɔs vals], en catalan [mənuˈɛɫ ˈβaɫs] et en espagnol (castillan) [maˈnweɫ ˈβaɫs].
- ↑ D'après Laurent Mauduit il aurait été reconduit au poste d'administrateur environ deux ans de plus, en qualité de personnalité qualifiée. Source : Manuel Valls, de l'ombre de la MNEF aux coulisses du PS (<http://www.mediapart.fr/journal/france/180914/manuel-valls-de-lombre-de-la-mnef-aux-coulisses-du-ps>) *Mediapart*, 18 septembre 2014.
- ↑ Laurent Mauduit affirme à ce sujet : « Incapable de réunir les parrainages en nombre suffisant pour se présenter à la primaire socialiste, Valls reçoit l'aide discrète de Hollande, qui demande à des élus proches d'apporter leur soutien au maire d'Évry pour contrebalancer l'influence d'Arnaud Montebourg » Source « Manuel Valls, de l'ombre de la MNEF aux coulisses du PS » (<http://www.mediapart.fr/journal/france/180914/manuel-valls-de-lombre-de-la-mnef-aux-coulisses-du-ps>) *Mediapart*, 18 septembre 2014 (consulté le 3 janvier 2017)

Références

- ↑ « L'homme qui veut être le Sarko de la gauche » (<http://www.lepoint.fr/actualites-politique/2007-08-02/l-homme-qui-veut-etre-le-sarko-de-la-gauche/917/0/194848>) *Le Point*, n^o 1820, 2 août 2007, p. 24-27.
- ↑ « Valls, la calma sobria » (http://internacional.elpais.com/internacional/2011/10/09/actualidad/1318115771_060042.html), *El País*, 9 octobre 2011.
- ↑ Jacques Hennen et Gilles Verdez, *Manuel Valls, les secrets d'un destin*, Éditions du Moment, 2013, chapitre V « Le bébé de la « Ferrovial » ».
- ↑ « Valls a voulu devenir français après un interrogatoire dans un commissariat » (<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2015/03/12/25002-20150312ARTFIG00107-valls-a-voulu-devenir-francais-apres-un-interrogatoire-dans-un-commissariat.php>) *Le Figaro*, 12 mars 2015.
- ↑ Il n'a pas la double nationalité car cette possibilité n'existait pas encore à cette époque. Rosalie Lucas, « « Valls : « Je refuse que les thèmes de Marine Le Pen s'imposent dans le débat » », *Le Parisien*, 3 juin 2011 (lire en ligne (<http://www.leparisien.fr/politique/valls-je-refuse-que-les-themes-de-marine-le-pen-s-imposent-dans-le-debat-03-06-2011-1478646.php>)).

6. Romain Herreros, « Les records des premiers ministres de la Ve République » (<http://www.huffingtonpost.fr/2016/12/06/les-records-des-premiers-ministres-de-la-ve-republique/>) sur *Le Huffington Post* fr, 6 décembre 2016 (consulté le 9 février 2017).
7. Biographie de Xavier Valls (http://www.claude-bernard.com/artiste.php?artiste_id=77), sur le site *claude-bernard.com*.
8. (es) Ana María Preckler, *Historia del arte universal de los siglos XIX y XX* Editorial Complutense 2003, tome II, p. 509 (ISBN 8474917077).
9. « La famille suisse de Manuel Valls » (<http://www.bilan.ch/economie-les-plus-de-laredaction/la-famille-suisse-de-manuel-valls>), *bilan.ch*, 1^{er} avril 2014.
10. « Manuel Valls, socialiste français, fils de Luis Angel » (http://www.swissinfo.ch/fre/a_la_une/Manuel_Valls_socialiste_francais_fils_de_Luisangel.html?siteSect=105&sid=9260882&rss=true&ty=st), *Swissinfo*, 14 juillet 2008.
11. Emmanuel Ratier, « Le vrai visage de Manuel Valls » (<http://www.delitdimages.org/le-vrai-visage-de-manuel-valls-pa-r-emmanuel-ratier/>), *delitdimages.org*, 24 avril 2014.
12. Magazine *So Foot*, édition n° 89 du 9 septembre 2011.
13. « Giovanna, la sœur de Manuel Valls, raconte l'enfer de la toxicomanie » (http://www.lepoint.fr/societe/giovanna-la-s-oeur-de-manuel-valls-raconte-l-enfer-de-la-toxicomanie-04-05-2015-1926211_23.php) sur *Le Point*, 4 mai 2015 (consulté le 21 août 2015).
14. Jacques Hennen et Gilles Verdez, *Manuel Valls, les secrets d'un destin* Editions Du Moment, 13 juin 2013 (ISBN 9782354172220, lire en ligne (https://books.google.de/books?id=iHkwwnIrrqH0C&pg=PT17&lpg=PT17&dq=valls+baptis%C3%A9+horta&source=bl&ots=afp0cto_aY&sig=ax-g5HB7HrFOQ5LrJig0JL-BLKY&hl=fr&sa=X&ved=0aUKEwifm6fclOjTAhWkO5oKHcgLA4kQ6AEIWAJ#v=onepage&q=valls%20baptis%C3%A9%20horta&f=false)).
15. Laure Bretton, « Manuel Valls, l'irréconcilié » (http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/01/29/manuel-valls-l-irreconcilie_1544885) *liberation.fr*, 29 janvier 2017 (consulté le 30 janvier 2017).
16. Source : son entretien télévisé à la cérémonie du 14 juillet 2012 sur TF1.
17. « « Ce qu'il faut savoir de Manuel Valls » », *Le Journal du dimanche*, 16 mai 2012 (lire en ligne (<http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/Portrait-de-Manuel-Valls-nouveau-ministre-de-l-Interieur-511629>)).
18. « Les diplômes des ministres du gouvernement Valls » (<http://www.e-orientations.com/actualites/lesdiplomes-des-ministres-du-gouvernement-valls-14744>) *e-orientations.com*
19. « La table de chevet de... Manuel Valls » (<http://archives.lesechos.fr/archives/2008/SerieLimitee/60-27-SLI.htm>) *Les Échos*, n° 60, 15 février 2008, p. 50.
20. « Manuel Valls ouvre les fenêtres de la musique » (<http://blog.radioclassique.fr/olivierbellamy/2008/05/16/manuel-valls-ouvre-les-fenestres-de-la-musique/>) *Radio classique*, 16 mai 2008.
21. Benjamin Roger, « Ibrahima Diawadoh N'Jim, l'homme qui murmure à l'oreille de Manuel Valls » (<http://www.jeuneafrique.com/136304/politique/ibrahima-diawadoh-n-jim-l-homme-qui-murmure-l-oreille-de-manuel-valls>) sur *jeuneafrique.com*, 5 septembre 2013.
22. Politique et Médias : « Daniela Lumbroso une nouvelle fois épinglée » (<http://www.ozap.com/actu/politique-et-medias-daniela-lumbroso-une-nouvelle-fois-epinglee/440798>) *Puremedias*, 9 mai 2012.
23. « Alma Chamber Orchestra - L'Orchestre » (<http://www.almachamberorchestra.com/fr/l-orchestre.html>), *almachamberorchestra.com*
24. Jean-Baptiste Giraud, « Manuel Valls, millionnaire masqué, expert en optimisation politico-fiscale » (<http://www.economiematin.fr/news-declaration-patrimoine-manuel-valls-isf?ref=yfp>) *economiematin.fr*, 22 décembre 2014 (consulté le 19 janvier 2017).
25. « Mort de Michel Rocard : Hollande et Valls saluent une « grande figure » de la gauche » (<http://www.leparisien.fr/politique/mort-de-michel-rocard-hollande-et-valls-saluent-une-grande-figure-de-la-gauche-02-07-2016-5934833.php>).
26. « Manuel Valls, la relève » (<http://www.linternaute.com/actualite/politique/personnalites/manuel-valls/manuel-valls-je-une-garde-du-ps.shtml>) *linternaute.com*
27. Corinne Laurent, « Les anciens de l'Unef, aujourd'hui au pouvoir dans une situation inconfortable » (<http://www.la-croix.com/France/Politique/Les-anciens-de-l-Unef-aujour-d-hui-au-pouvoir-dans-une-situation-inconfortable-2016-03-0-1200745863>), *la-croix.com*, 10 mars 2016 (consulté le 2 janvier 2017).
28. « Le 10 mai 1981 vu par les principaux prétendants socialistes » (<http://www.ladepeche.fr/article/2011/05/03/D77695-Le-10-mai-1981-vu-par-les-principaux-pretendants-socialistes.html>) *La Dépêche*, 3 mai 2011 (consulté le 2 janvier 2017).
29. Bertrand Fraysse, « Passeur », *Challenges*, 29 novembre 2007 (lire en ligne (<http://www.challenges.fr/magazine/2007/11/29.CHA6453/passeur.html>)).
30. Gaël Tchakaloff, « Alain Bauer », *Le Nouvel économiste*, n° 1292, 4-10 mars 2005 (lire en ligne (<http://www.lenouvel-economiste.fr/les-portraits/pdf/Alain-Bauer.pdf>)).
31. L'écrivain nationaliste Emmanuel Ratier, « Alain Bauer », *Faits & documents*, n° 98, 15-30 octobre 2000 (lire en ligne (<https://www.scribd.com/doc/46087100/Lette-F-D-N%C2%B098>)), décrit la relation entre les deux hommes dans un portrait orienté, signalant leur appartenance commune à la loge « L'infini maçonnique » et l'emploi de Nathalie Soulié, ex-femme de Manuel Valls, comme secrétaire d'AB Associates, société de communications en sécurité fondée par Alain Bauer de 1994 à 1997.
32. « Valls et l'ETA, une vieille histoire », in *Le Figaro*, mardi 6 novembre 2012, p. 37.

33. Manuel Valls, de l'ombre de la MNEF aux coulisses du PS (<http://www.mediapart.fr/journal/france/180914/manuel-valls-de-lombre-de-la-mnef-aux-coulisses-du-ps>) *Mediapart*, 18 septembre 2014.
34. François Koch, « Un franc-maçon nommé Valls » (http://www.lexpress.fr/actualite/politique/unfranc-macon-nomme-valls_1681324.html) sur *l'express.fr*, 23 mai 2015 (consulté le 23 mai 2015).
35. Jean-François Dupaquier « Législatives 97: A Argenteuil, un couac PC-PS. Face au député RPR sortant, le socialiste choisit d'attaquer de front le PC » (http://www.liberation.fr/evenement/1997/0429/legislatives-97-a-argenteuil-un-couac-pc-ps-face-au-depute-rpr-sortant-le-socialiste-choisit-d-attaquer_201404) *liberation.fr*, 29 avril 1997 (consulté le 2 janvier 2017)
36. « Résultats des élections législatives de 1997 : Argenteuil » (<http://www.politiquemaniam.com/legislatives-1997-commune-val-d-oise-95018.html>) *politiquemaniam.com* (consulté le 2 janvier 2017)
37. « Manuel Valls, sécurité intérieure » (http://www.lepoint.fr/politique/manuel-valls-securite-interieure-16-05-2012-1462200_20.php), *Le Point*, 16 mai 2012.
38. « Résultats des élections législatives 2007 » ([http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/election-legislatives_2007/\(path\)/legislatives_2007/091/circons01.html](http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/election-legislatives_2007/(path)/legislatives_2007/091/circons01.html)) *interieur.gouv.fr*, 17 juin 2007 (consulté le 3 janvier 2017)
39. « Résultats des élections législatives 2012 Essonne 1^{re} circonscription », *L'Express* (http://www.lexpress.fr/resultats-elections/legislatives-2012-essonne-1ere-circonscription_338084.html)
40. Stéphane Alliès et Donatien Huet, « Valls, Peillon, Montebourg, Hamon, une génération contrariée » (<https://www.mediapart.fr/journal/france/010117/valls-peillon-montebourg-hamon-une-generation-contrariee>) sur *Mediapart*, 1^{er} janvier 2017 (consulté le 5 janvier 2017).
41. L'avenir du PS (<https://www.youtube.com/watch?v=VJEO8C2Y>), reportage de France 3, 9 octobre 2002.
42. « Résultats élections municipales 2008 Evry (91000) » (<http://www.leparisien.fr/resultats/elections-municipales-2008-evry-91000.php>) *leparisien.fr*, 9 mars 2008 (consulté le 3 janvier 2017)
43. Pauline Graulle, « À Évry, un élu volontaire » (<http://www.politis.fr/A-Evry-un-elu-volontaire20135.html>) », *Politis*, n° 1228, 22 novembre 2012.
44. « À Évry, les habitants paient encore la gestion bien peu rigoureuse de Manuel Valls » (<http://www.capital.fr/enquetes/dossiers/a-evry-les-habitants-paient-encore-la-gestion-bien-peu-rigoureuse-de-manuel-valls>), *Capital*, 17 décembre 2013.
45. Stéphane Alliès, « *mediapart.fr* » (<https://blogs.mediapart.fr/edition/pol-en-stock/article/220409/valls-et-sarkozy-dans-cinq-ans-sil-me-repropose-quelque-chose-verra>) Valls et Sarkozy: « Dans cinq ans, s'il me repropose quelque chose, on verra », 22 avril 2009 (consulté le 3 janvier 2017)
46. « Manuel Valls candidat à des primaires socialistes » (http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20090614OBS0504/manuel_valls_candidat_a_des_primaires_socialistes.html) *Le Nouvel Observateur*, 16 juin 2009.
47. « Primaires : Valls cherche déjà ses parrainages » (<http://www.lefigaro.fr/politique/2010/07/19/1002-20100719ARTFIG00576-primaires-valls-cherche-deja-ses-parrainages.php>) *Le Figaro*, 19 juillet 2010.
48. « Manuel Valls, le candidat permanent » (<http://www.francesoir.fr/actualite/politique/manuel-valls-candidat-permanent-108249.html>) *France-Soir*, 7 juin 2011.
49. Thibaut Rioufreyt, *Les socialistes français face à la troisième voie britannique* Presses universitaires de Grenoble, coll. « Libres cours - Politique », 2016, 224 p. (lire en ligne (<https://books.google.fr/books?hl=fr&id=KiH7DQAAQBAJ&dq=%22jean-michel+Baylet%22+ET+%22social-lib%C3%A9ral%22&q=Baylet#v=snippet&q=Baylet&f=false>))
50. Sylvain Courage, « Manuel Valls, le premier violon de François Hollande » (<http://tempsreel.nouvelobs.com/election-presidentielle-2012/20120420.OBS6689/manuel-valls-le-premier-violon-de-francois-hollande.html>) *nouvelobs.com*, 20 avril 2012.
51. « Manuel Valls démissionnera également de la communauté d'agglo d'Évry » (<http://www.lagazettedescommunes.com/114941/manuel-valls-demissionnera-egalement-de-la-communaute-dagglo-devry/>) *la Gazette*, 25 mai 2012.
52. Valls cède son poste de maire d'Évry (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/06/03/07001-20120603FILWWW00135-valls-cede-son-poste-de-maire-d-evry.php>), *Le Figaro*, 3 juin 2012.
53. Fonction pour laquelle il se fait octroyer une indemnité de 700 euros/mois
54. Bernard Gaudin, « Essonne : Retour à la case député pour Manuel Valls -080117-2179- » (<http://corbeil-infos.fr/essonne-retour-a-la-case-depute-pour-manuel-valls-politique-080117-2179.html>) sur *corbeil-infos.fr* (consulté le 15 juin 2017)
55. « Manuel Valls assouplit les critères de naturalisation » (<http://www.lesechos.fr/economie-politique/politique/actu/0202335322119-manuel-valls-assouplit-les-criteres-de-naturalisation-501803.php>) *Le sechos*, 18 octobre 2012.
56. « Naturalisation : Les libéralités de Valls » (<http://www.valeursactuelles.com/actualite/C3%A9s/soci%C3%A9t%C3%A9/naturalisation-lib%C3%A9ralit%C3%A9s-de-valls20121025.html>) Fabrice Madouas, *Valeurs actuelles*, 25 octobre 2012.
57. « Valls accueilli à Asnières par une manifestation en faveur des sans-papiers » (http://www.liberation.fr/depeches/2013/01/28/valls-accueilli-a-asnieres-par-une-manifestation-en-faveur-des-sans-papiers_877511) *liberation.fr*, 28 janvier 2013.
58. « Immigration : en 2013, Valls aura régularisé 10 000 sans-papiers supplémentaires » (<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/11/05/01016-20131105ARTFIG00624-immigration-en-2013-valls-aura-regularise-10000-sans-papiers-supplementaires.php>) Jean-Marc Leclerc, *lefigaro.fr*, 6 novembre 2013.

59. référence imprécise :émission (<http://www.canalplus.fr/c-infos-documentaires/pid3354-c-dimanche.html?vid=793706>) Dimanche +, Canal+ le 20 janvier 2013, à la 25^e minute.
60. Le Figaro, « Dans l'affaire Dieudonné, Manuel Valls assume « prendre des risques » » (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/01/09/97001-20140109FILWWW00325-dans-l-affaire-dieudonne-manuel-valls-assume-prendre-des-riesque-s.php>), 9 janvier 2014.
61. TF1, « Dieudonné : Valls se met-il sur la sellette ? » (<http://videos.tf1.fr/infos/2014/dieudonne-valls-se-met-il-sur-la-sellette-8344368.html>) 9 janvier 2014.
62. RTL, « Valls a politisé l'affaire Dieudonné pour tenter de reprendre la main » (<http://www.rtl.fr/actualites/info/politique/article/alba-ventura-valls-a-politise-l-affaire-dieudonne-pour-tenter-de-reprendre-la-main-7768588496>) 7 janvier 2014.
63. Le Parisien, « Voici la circulaire anti-Dieudonné envoyée par Valls aux préfets » (<http://www.leparisien.fr/politique/la-circulaire-anti-dieudonne-de-valls-aux-prefets-06-01-2014-3467133.php>) 6 janvier 2014.
64. Le Monde, « Le spectacle de Dieudonné interdit au Zénith de Nantes, par arrêté du préfet » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/01/08/le-maire-a-refuse-d-interdire-le-spectacle-de-dieudonne-au-zenith-de-nantes_4344629823448.html), 8 janvier 2014.
65. Les Échos, « Dieudonné : la justice autorise son spectacle à Nantes » (<http://www.lesechos.fr/economie-politique/politique/actu/0203231383730-dieudonne-premiers-verdicts-de-la-justice-a-nantes-et-orleans-641681.php>) 9 janvier 2014.
66. Le Figaro, « Dieudonné : Valls saisit le Conseil d'État » (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/01/09/97001-20140109FILWWW00485-dieudonne-valls-saisit-le-conseil-d-etat.php>) 8 janvier 2014.
67. Le Monde, « Le Conseil d'État maintient l'interdiction du spectacle de Dieudonné à Nantes » (http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/01/09/dieudonne-a-nantes-reponse-imminente_4344942_3224.html) 9 janvier 2014.
68. Le Huffington Post, « Le spectacle de Dieudonné interdit par la plus haute juridiction administrative » (http://www.huffingtonpost.fr/2014/01/09/dieudonne-nantes-tours-spectacle-interdiction-juridiction_n_4569735.html) 9 janvier 2014.
69. Le Point, « Dieudonné : Valls salue « une victoire pour la République » » (http://www.lepoint.fr/societe/le-conseil-d-etat-interdit-le-spectacle-de-dieudonne-09-01-2014-1778683_23.php) 9 janvier 2014.
70. Sud Ouest, « Dieudonné gagne au tribunal, Valls saisit le Conseil d'État » (<http://www.sudouest.fr/2014/01/09/dieudonne-va-t-il-monter-sur-la-scene-du-zenith-de-nantes-1423970-6011.php>) 9 janvier 2014.
71. « Extrême droite : Valls annonce la dissolution de l'Œuvre française et Jeunesses nationalistes » (http://www.huffingtonpost.fr/2013/07/24/valls-annonce-la-dissolution-de-deux-nouveaux-groupes-d-extreme-droite_n_3643108.html) *Le Huffington Post*, 24 juillet 2013.
72. Stéphane François, « Les nouveaux militants perdus de l'extrême droite radicale ressemblent à leurs grands frères » (<http://www.slate.fr/story/85579/extreme-droite-radicale>), *Slate*, 10 avril 2014.
73. Alexandre Sulzer, « L'ultra-droite déjà mobilisée contre Valls » (http://www.lexpress.fr/actualite/politique/l-ultra-droite-deja-mobilisee-contre-valls_1505250.html), *L'Express*, 1^{er} avril 2014.
74. Adrien Sénécat, « « Le vrai visage de Manuel Valls », nouveau livre de chevet de la fachosphère » (http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-vrai-visage-de-manuel-valls-nouveau-livre-de-chevet-de-la-fachosphere_1535798.html) *L'Express*, 6 mai 2014.
75. « Sarkozy-Valls : vrais semblants » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/11/15/sarkozy-valls-vrais-semblants_3514817_823448.html), *Le Monde*, 15 novembre 2013.
76. « Manuel Valls : le « Sarkozy » de gauche » (<http://fr.euronews.com/2014/03/31/manuel-valls-le-sarkozy-de-gauche/>), *Euronews*, 31 mars 2014.
77. « De quoi Manuel Valls est-il le signe ? » (http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/04/04/de-quoi-manuel-valls-est-il-le-signe_4396067_3232.html), *Le Monde*, 4 avril 2014.
78. « Les propos les plus iconoclastes de Manuel Valls » (<http://www.slate.fr/france/85373/propos-iconoclastes-manuel-valls>), *Slate*, 31 mars 2014.
79. « Décret du 31 mars 2014 portant nomination du Premier ministre - Legifrance » (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000028811098&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>) *legifrance.gouv.fr*.
80. « Nomination de Valls à Matignon : la gauche plus sévère que la droite » (<http://www.lefigaro.fr/politique/2014/03/31/01002-20140331ARTFIG00423-nomination-de-valls-a-matignon-la-gauche-plus-severe-que-la-droite.php>) *Le Figaro*.
81. « Manuel Valls a obtenu la confiance de l'Assemblée » (<http://www.lesechos.fr/economie-politique/politique/actu/0203428752634-en-direct-vote-de-confiance-jour-j-pour-manuel-valls-663075.php>) *Les Échos*, 8 avril 2014.
82. Lilian Alemagna et Aude Deraedt, « Programme de stabilité : 41 députés socialistes se sont abstenus » (http://www.liberation.fr/politiques/2014/04/29/fillon-ne-sera-pas-complice-d-un-plan-d-economies-fantaisiste_1006930) *Libération.fr*, 29 avril 2014.
83. « François Hollande demande à Manuel Valls de constituer un nouveau gouvernement » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/08/25/francois-hollande-demande-a-manuel-valls-de-constituer-un-nouveau-gouvernement_447663_823448.html), *Le Monde*, 25 août 2014.

84. Christophe Rauzy « Loi Macron : le gouvernement recourt au 49.3, et maintenant ? » (http://www.francetvinfo.fr/economie/loi-macron/loi-macron-le-gouvernement-recourt-au-49-3-et-maintenant_827373.html) sur francetv info (consulté le 2 janvier 2017).
85. « Le discours de Valls à l'Assemblée quasi unanimement salué par la classe politique » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/01/13/le-discours-de-valls-a-l-assemblee-salue-par-la-classe-politique_4555545_823448.html) sur *Le Monde*, 13 janvier 2015.
86. « Manuel Valls : « Oui, la France est en guerre contre le terrorisme » » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/01/13/manuel-valls-oui-la-france-est-en-guerre-contre-le-terrorisme_4555301_823448.html) sur *Le Monde*, 13 janvier 2015.
87. « Antiracisme : encore une atteinte à l'esprit de Voltaire » (<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/04/16/31001-20150416ARTFIG00381-antiracisme-encore-uneatteinte-a-l-esprit-de-voltaire.php>) *lefigaro.fr*, 17 avril 2015.
88. « Un antiracisme autoritaire et paternaliste » (<https://www.humanite.fr/un-antiracisme-autoritaire-et-paternaliste-571750>), *humanite.fr*, 20 avril 2015.
89. Antiracisme : un plan Valls qui ne fait pas l'union (http://www.liberation.fr/societe/2015/04/17/antiracisme-un-plan-valls-qui-ne-fait-pas-l-union_1247139) *liberation.fr*, 17 avril 2015.
90. Gaël Brustier et Fabien Escalona, « La gauche et la droite face au Front national : sociologie d'un parti politique, » dans Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer, *Les Faux-semblants du Front national*, Presses de Sciences Po, 2015, p. 513-514.
91. « Régionales : le PS n'écarte plus l'idée d'un front républicain au second tour face au FN » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/10/28/regionales-le-ps-ne-semble-plus-ecarter-l-idee-d-un-front-republicain-au-second-tour-face-au-fn_4798321_823448.html) sur *www.lemonde.fr*, 28 octobre 2015 (consulté le 28 octobre 2015).
92. Françoise Fressoz, Nicolas Chapuis et Matthieu Goar « Élections régionales : le plan de Valls contre le FN » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/11/11/regionales-le-plan-de-valls-contre-le-fn_4807310_823448.html) sur *www.lemonde.fr*, *Le Monde*, 11 novembre 2015 (consulté le 12 novembre 2015).
93. « Manuel Valls évoque une coalition gauchedroite en 2017 » (<http://www.lejdd.fr/Politique/Manuel-Valls-veut-assumer-l-UMPS-759333>), sur *www.lejdd.fr*, 12 novembre 2015 (consulté le 12 novembre 2015).
94. Fabien Escalona, « Comment le camp Valls pousse la gauche dans le néoconservatisme » (<http://www.slate.fr/story/117303/valls-neoconservatisme-politique-francaise>) sur *Slate*, 27 avril 2016 (consulté le 27 avril 2016).
95. Pierre Lepelletier, « Olivier Faure, un anti-Valls à la tête des députés PS », *Le Figaro*, 13 décembre 2016 (lire en ligne (<http://www.lefigaro.fr/politique/2016/12/13/1002-20161213ARTFIG00191-olivier-faure-un-anti-valls-a-la-tete-des-deputes-ps.php>))
96. Jim Jarrassé, « Loi travail : les frondeurs du PS échouent de peu à déposer une motion de censure » (<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/couloisses/2016/05/11/25006-20160511ARTFIG00139-le-difficile-depot-d-une-motion-de-censure-de-gauche.php>) *lefigaro.fr*, 11 mai 2016.
97. « Manuel Valls et Emmanuel Macron : rivalité et ambition en coulisses » (<http://www.bfmtv.com/politique/manuel-valls-et-emmanuel-macron-rivalite-et-ambition-en-coulisses-920946.html>) sur *bfmtv.com*, 8 octobre 2015 (consulté le 31 août 2016).
98. « L'opération reconquête de Manuel Valls » (http://www.lepoint.fr/politique/l-operation-reconquete-de-manuel-valls-17-05-2016-2039887_20.php) sur *lepoint.fr*, 17 mai 2016 (consulté le 31 août 2016).
99. Marc Endeweld, « Macron : "Valls est devenu dingue ! Il n'arrête pas de m'attaquer" » (<http://www.marianne.net/macron-valls-est-devenu-dingue-il-n-arrete-pas-m-attaquer-100240359.html>) sur *marianne.net*, 18 février 2016 (consulté le 31 août 2016).
100. Bruno Rieth, « La cote de popularité de Valls s'effondre à 20% » (<http://www.marianne.net/cote-popularite-valls-s-effondre-20-100242705.html>) sur *marianne.net*, 6 mai 2016 (consulté le 31 août 2016).
101. Louis Hausalter, « Macron a-t-il ringardisé Valls ? » (<http://www.europe1.fr/politique/macron-a-t-il-ringardise-valls-2318413>), sur *europe1.fr*, 15 décembre 2014 (consulté le 31 août 2016).
102. Bastien Bonnefous, « Le camp Hollande inquiet de l'émancipation de Valls » (http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2016/09/08/le-camp-hollande-inquiet-de-l-emancipation-de-valls_4994462_4854003.html) sur *lemonde.fr*, 8 septembre 2016 (consulté le 6 novembre 2016).
103. « Livre de confidences: franche engueulade entre François Hollande et Manuel Valls » (<http://www.bfmtv.com/politique/livre-de-confidences-le-ton-monte-entre-francois-hollande-et-manuel-valls-1050468.html>) *bfmtv.com*, 21 octobre 2016 (consulté le 2 janvier 2017).
104. Sylvain Chazot, « Manuel Valls est prêt : "Si Hollande n'y va pas, dans la minute, je suis candidat" » (<http://lelab.europe1.fr/manuel-valls-est-pret-si-hollande-ny-va-pas-dans-la-minute-je-suis-candidat-2875412>) sur *Le Lab*, 17 octobre 2016 (consulté le 19 octobre 2016).
105. « Primaire à gauche : Manuel Valls est le moins mal placé si François Hollande renonce à se présenter d'après un sondage Odoxa pour franceinfo » (http://www.francetvinfo.fr/politique/manuel-valls/primaire-socialiste-manuel-valls-le-moins-mal-place-si-francois-hollande-renonce-d-apres-un-sondage-odoxa-pourfranceinfo_1881851.html) *francetvinfo.fr*, 21 octobre 2016 (consulté le 2 janvier 2017).
106. Éric Dupin, « Manuel Valls pris au piège du guépier hollandais » (<http://www.slate.fr/story/127106/manuel-valls-piege-hollande>), sur *Slate*, 28 octobre 2016 (consulté le 28 octobre 2016).

- L07. Arthur Berdah, « À 50% de bonnes opinions, Valls réintègre le Top 5 des politiques préférés », *Le Figaro*, 8 novembre 2016 (lire en ligne (<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/201611/08/25001-20161108ARTFIG00154--50-de-bonnes-opinions-valls-reintegre-le-top-5-des-politiques-preferees.php>))
- L08. (en) Adam Sage, « Hollande quits French presidential race » (<http://www.thetimes.co.uk/edition/news/hollande-quits-french-presidential-race-2ch3v9wjrr>) thetimes.co.uk, 2 décembre 2016 (consulté le 2 janvier 2017)
- L09. <http://lelab.europe1.fr/le-revirement-de-manuel-valls-sur-la-participation-de-francois-hollande-a-une-primaire-de-la-gauche-2776454>
- L10. « Cazeneuve aux manettes, les coiffeurs en colère », *L'Obs*, 7 décembre 2016 (lire en ligne (<http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2017/20161207.OBS2281/cazeneuve-aux-manettes-les-coiffeurs-en-colere.html>))
- L11. Pierre-Alain Furbury « Primaire : Valls joue la « continuité », pas les idées neuves » (<http://www.lesechos.fr/election-s/primaire-a-gauche/0211654210506-primaire-valls-presente-son-projet-entre-europe-refondue-et-droit-dinventer-54177.php>), sur *lesechos.fr*, 3 janvier 2017 (consulté le 19 janvier 2017)
- L12. « Primaire de la gauche : Manuel Valls enfariné à Strasbourg » (<http://www.ladepeche.fr/article/2016/12/22/2483954-primaire-de-la-gauche-manuel-valls-enfarine-a-strasbourg.html>) sur *ladepeche.fr*, 18 janvier 2017 (consulté le 19 janvier 2017)
- L13. « Trois mois de prison avec sursis pour le jeune qui a giflé Valls à Lamballe » (<http://www.leparisien.fr/rennes-35000/trois-mois-de-prison-avec-sursis-pour-le-jeune-qui-a-gifle-valls-a-lamballe-18-01-2017-6588144.php>) sur *Le Parisien*, 18 janvier 2017 (consulté le 19 janvier 2017)
- L14. Mathilde Siraud, « Primaire à gauche: la dynamique Hamon qui fait jeu égal avec Valls » (<http://www.bfmtv.com/politique/primaire-a-gauche-benoit-hamon-rattrape-manuel-valls-arnaud-montebourg-distance-1084690.html>) sur *bfmtv.com*, 22 décembre 2016 (consulté le 19 janvier 2017)
- L15. Alba Ventura et Loïc Farge, « Primaire de la gauche : "Les sondages montrent que les 7% de Peillon siphonnent Valls" » (<http://www.rtl.fr/actu/politique/primaire-de-la-gauche-les-sondages-montrent-que-les-7-de-peillon-siphonnent-valls-7786815618>) sur *rtl.fr*, 18 janvier 2017 (consulté le 19 janvier 2017)
- L16. « Primaire de la gauche: Benoît Hamon (36%) et Manuel Valls (31%) qualifiés pour le second tour » (<http://www.20minutes.fr/politique/2000091-20170122-direct-primaire-gauche-bureaux-vote-ouverts>) 20minutes.fr, 23 janvier 2017 (consulté le 24 janvier 2017)
- L17. « Primaire de la gauche : Valls accuse Hamon de flirter avec l'islamisme radical » (<http://www.lci.fr/primaire-gauche/primaire-de-la-gauche-valls-accuse-hamon-de-flirter-avec-l-islamisme-radical-2023201.html>) lci.fr, 24 janvier 2017 (consulté le 24 janvier 2017)
- L18. « Primaire de la gauche : Benoît Hamon l'emporte largement et devient le candidat du PS et de ses alliés à l'élection présidentielle », *Franceinfo*, 29 janvier 2017 (lire en ligne (http://www.francetvinfo.fr/politique/ps/primaire-a-gauche/p-imaire-de-la-gauche-benoit-hamon-l-emporte-largement-et-devient-le-candidat-du-ps-et-de-ses-allies-a-l-election-esidentielle_2041661.html))
- L19. Agence France Presse, « Manuel Valls s'explique sur son refus de parrainer Benoît Hamon » (http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/03/19/manuel-valls-s-explique-sur-son-refus-de-parrainer-benoit-hamon_096963_4854003.html) lemonde.fr, 21 mars 2017 (consulté le 21 mars 2017)
- L20. « Manuel Valls épinglé par la haute autorité de la primaire », *Le Monde.fr*, 22 mars 2017 (ISSN 1950-6244 (<http://worldcat.org/issn/1950-6244&lang=fr>)) lire en ligne (http://www.lemonde.fr/election-presidentielle2017/article/2017/03/22/presidentielle-pour-la-haute-autorite-de-la-primaire-ps-valls-contrevient-gravement-au-principe-de-loyaute-en-ne-ouenant-pas-hamon_5099172_4854003.html))
- L21. Bastien Bonnefous et Cédric Pietralunga, « Valls choisit Macron, quitte à faire implorer le Parti socialiste », *Le Monde.fr*, 29 mars 2017 (ISSN 1950-6244 (<http://worldcat.org/issn/1950-6244&lang=fr>)) lire en ligne (http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/03/29/manuel-valls-annonce-qu-il-votera-pour-emmanuel-macron_102394_4854003.html))
- L22. Serge Raffy, « Valls choisit Macron : "J'assume mon désaccord avec Benoît Hamon" », *L'Obs*, 29 mars 2017 (lire en ligne (<http://tempsreel.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170328.OBS7235/valls-choisit-macron-j-assume-mon-esaccord-avec-benoit-hamon.html>))
- L23. « Valls veut gouverner avec Macron » (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/04/24/07001-20170424FILWWW00049-valls-veut-gouverner-avec-macron.php>) lefigaro.fr, 24 avril 2017 (consulté le 25 avril 2017)
- L24. « Au PS, la procédure disciplinaire contre Manuel Valls n'a pas encore été lancée » (<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/05/10/35003-20170510ARTFIG00144-le-ps-engage-une-procedure-d-exclusion-contre-manuel-valls.php>), lefigaro.fr, 10 mai 2017 (consulté le 10 mai 2017)
- L25. Mathilde Siraud, « La République en marche n'investit pas Valls mais ne présentera pas de candidat face à lui » (<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/05/11/35003-20170511ARTFIG00258-la-republique-en-marche-n-investit-pas-valls-mais-ne-presentera-pas-de-candidat-face-a-lui.php>) lefigaro.fr, 11 mai 2017 (consulté le 11 mai 2017)
- L26. « Législatives : La République en marche n'investit par Manuel Valls, mais ne présentera pas de candidat face à lui » (http://www.francetvinfo.fr/elections/legislatives/legislatives-la-republique-en-marche-n-investit-par-manuel-valls-mais-ne-presentera-pas-de-candidat-face-a-lui_2186099.html) sur *francetvinfo.fr*, 11 mai 2017 (consulté le 12 mai 2017).

127. « "La première crise politique pour Emmanuel Macron" - L'édito de Christophe Barbier » (http://www.lexpress.fr/actualite/politique/la-premiere-crise-politique-pour-emmanuel-macron-l-edito-de-christophe-barbier_1907603.html) sur *L'Express*, 12 mai 2017 (consulté le 12 mai 2017).
128. « Législatives : Benoît Hamon soutient le candidat PCF Michel Nouaille contre Manuel Valls dans l'Essonne » (http://www.francetvinfo.fr/elections/legislatives-benoit-hamon-soutient-le-candidat-pcf-michel-nouaille-contre-manuel-valls-dans-l-essonne_2203772.html) francetvinfo.fr, 23 mai 2017 (consulté le 20 juin 2017)
129. Loup Espargilière, « Face à Valls, les autres gauches irréconciliables » (<https://www.mediapart.fr/journal/france/160617/face-valls-les-autres-gauches-irreconciliables>) sur *Mediapart*, 16 juin 2017 (consulté le 16 juin 2017)
130. Ramsès Kefi, « Une victoire contestée pour Manuel Valls » (http://www.liberation.fr/elections-presidentielles-2017/2017/06/19/une-victoire-contestee-pour-manuel-valls_1577821) *Libération*, 19 juin 2017 (consulté le 20 juin 2017)
131. Valls réélu en Essonne : que se passe-t-il quand une élection est contestée ? (<http://www.bfmtv.com/politique/valls-reelu-en-essonne-que-se-passe-t-il-quand-une-election-est-contestee-1189296.html>) *BFM TV*, 19 juin 2017
132. « L'adversaire de Valls à Évry publie "des éléments" et dépose un recours au Conseil constitutionnel » (<http://www.huffingtonpost.fr/2017/06/28/farida-amrani-adversaire-de-manuel-valls-a-vry-publie-des-el> a 23005983) sur *Le Huffington Post* (consulté le 28 juin 2017)
133. « Manuel Valls quitte le Parti socialiste et rejoint le groupe LRM à l'Assemblée » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/06/27/manuel-valls-quitte-le-parti-socialiste_5151594_823448.html) *Le Monde*, 27 juin 2017 (consulté le 27 juin 2017)
134. « À l'Assemblée, Jean-Luc Mélenchon démissionne d'une mission et accuse Valls » (<http://www.leparisien.fr/politique/a-l-assemblee-jean-luc-melenchon-demissionne-d-une-mission-et-accuse-valls-06-10-2017-7313094.php>) *Le Parisien*, 6 octobre 2017.
135. Charlotte Belaïch, « Pourquoi Manuel Valls a-t-il été nommé à la tête de la mission sur la Nouvelle-Calédonie ? » (http://www.liberation.fr/france/2017/10/09/pourquoi-manuel-valls-a-t-il-ete-nomme-a-la-tete-de-la-mission-sur-la-nouvelle-caledonie_1601912) *Libération*, 9 octobre 2017 (consulté le 23 octobre 2017)
136. François-Xavier Bourmaud, « Manuel Valls demande au PS d'assumer son réformisme » (<http://www.lefigaro.fr/politique/2013/05/05/01002-20130505ARTFIG00181-manuel-valls-demande-au-ps-d-assumer-son-reformisme.php>) sur *Le Figaro*, 6 mai 2013 (consulté le 17 novembre 2016).
137. « Manuel Valls nomme son action : le « social-réformisme » » (<http://www.20minutes.fr/politique/1696199-20150927-manuel-valls-nomme-action-social-reformisme>) sur *20minutes*, 27 septembre 2015 (consulté le 8 juin 2016).
138. « Revivez « L'Emission politique » avec Manuel Valls, désireux « d'incarner une gauche sociale-réformiste » » (http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/live/2017/01/05/suivez-en-direct-l-emission-politique-avec-manuel-valls_5058391_4854003.html) sur *lemonde.fr*, 5 janvier 2017 (consulté le 5 janvier 2017).
139. Bastien Bonnefous, « Manuel Valls exprime son « inquiétude » face à la campagne de Benoît Hamon » (http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/03/01/manuel-valls-exprime-son-inquietude-face-a-la-campagne-de-benoit-hamon_5087152_4854003.html) sur *lemonde.fr*, 1^{er} mars 2017 (consulté le 1^{er} mars 2017).
140. « Thibaut Rioufreyt : « Le social-libéralisme est minoritaire en France » » (<https://www.mediapart.fr/journal/france/310117/thibaut-rioufreyt-le-social-liberalisme-est-minoritaire-en-france>) sur *Mediapart*, 31 janvier 2017 (consulté le 1^{er} février 2017).
141. Alexis Feertchak et Laurent Bouvet, « Qu'est-ce que le vallsisme ? » (<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/12/05/31001-20161205ARTFIG00253-qu-est-ce-que-le-vallsisme.php>) sur *Le Figaro*, 5 décembre 2016 (consulté le 5 décembre 2016).
142. « Les habits neufs de Manuel Valls » (http://www.lexpress.fr/actualite/politique/les-habits-neufs-de-manuel-valls_475711.html) », *L'Express*, 30 août 2007.
143. « « Le vrai/faux de l'Europe : Manuel Valls est-il contre le traité européen ? » / France Inter » (<http://www.franceinter.fr/emission-grand-angle-le-vraifaux-de-leurope-manuel-valls-est-il-contre-le-traite-europeen>) (consulté le 16 juin 2015).
144. Congrès du Parlement : séance du lundi 4 février 2008 (<http://www.assemblee-nationale.fr/13/cri/2007-2008/99020416.asp>) sur le site *assemblee-nationale.fr*
145. Michel Soudais, « Le changement de l'intérieur » (<http://www.politis.fr/Le-changement-de-l-interieur,20133.html>) », *Politis*, n° 1228, 22 novembre 2012.
146. Stéphane Alliès, « Vidéo du refus de la proposition de Nicolas Sarkozy » (<http://www.mediapart.fr/club/edition/pol-en-stock/video/220409/valls-et-sarkozy-dans-cinq-ans-s-il-me-repropose-quelque-chose>) *Mediapart*, 22 avril 2009.
147. « « Aubry et Royal évoquent la « transformation » du PS » », *Le Figaro*, 25 novembre 2008 (lire en ligne (<http://www.lefigaro.fr/politique/2008/11/25/01002-20081125ARTFIG00388-peillon-quatre-voix-d-ecart-.php>)).
148. Maud Pierron, « « Cohabitation en vue au PS... » », *Le Journal du dimanche*, 25 novembre 2008 (lire en ligne (<http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/Cohabitation-en-vue-au-PS-83796/>)).
149. AFP, « « Livre sur le PS : « il faut tourner la page », estime Manuel Valls » », *Le Point*, 10 septembre 2009 (lire en ligne (http://www.lepoint.fr/actualites-politique/2009-09-10/livre-sur-le-ps-il-faut-tourner-la-page-estime-manuel-valls_9170376215)).
150. Texte de la lettre de Martine Aubry à Manuel Valls (<http://www.leparisien.fr/politique/le-texte-integral-de-la-lettre-de-martine-aubry-a-manuel-valls-14-07-2009-580147.php>) sur le site *leparisien.fr*

151. « Le PS tire à boulets rouges contre Manuel Valls » (http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20090715.OBS4256/le_ps_tire_a_boulets_rouges_contre_manuel_valls.html) *Le Nouvel Observateur*, 15 juillet 2009. Le lieutenant de Martine Aubry Claude Bartolone, déclare alors que la patronne du PS a dit « tout haut ce que pensent de nombreux militants ».
152. « Valls à Aubry : « Ta conception du parti est très datée » » (<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/politique/20090715.OBS4191/valls-a-aubry-ta-conception-du-parti-est-tres-date.html>) *Nouvelobs.com*, 15 juillet 2009.
153. « Manuel Valls réaffirme sa volonté de rester au PS » (http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/politique/20090716.FAP4393/manuel_valls_reaffirme_sa_volonte_de_rester_au_ps.html) *Le Nouvel Observateur*, 16 juillet 2009.
154. Jean-Pierre Thiollet « PS : Valls Aubry, le duo de trop » (<http://www.francesoir.fr/actualite/politique/ps-valls-aubry%20A0-duo-trop-40598.html>) *France Soir*, 17 juillet 2009.
155. « Plusieurs personnalités du PS soutiennent Manuel Valls face à Martine Aubry » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/07/16/plusieurs-personnalites-du-ps-soutiennent-manuel-valls-face-a-martine-aubry_1219282_823448.html), *Le Monde*, 16 juillet 2009.
156. Hélène Favier, « Valls veut « déverrouiller les 35 heures » » (<http://www.europe1.fr/Politique/Valls-veut-deverrouiller-les-35-heures-357637/>) *Europe 1*, 2 janvier 2011.
157. « « Valls, l'aile droite du Parti socialiste » - Élection présidentielle 2012 - *La Voix du Nord* » (http://politique.lavoixdunord.fr/Election-presidentielle-2012/2012/05/17/article_valls-l-aile-droite-du-parti-socialiste.shtml) *lavoixdunord.fr*
158. « Actualités en direct et info en continu *Le Parisien* » (<http://www.leparisien.fr/politique/premier-debat-des-primaires-manuel-valls-sur-l-aile-droite-14-09-2011-1606797.php>) *leparisien.fr*.
159. « Valls, cible de l'aile gauche du gouvernement » (<http://www.lopinion.fr/20-aout-2013/valls-cible-l-aile-gauche-gouvernement-3164>), *L'Opinion*.
160. *Le Canard enchaîné* 5 septembre 2007.
161. Manuel Valls, *Pour en finir avec le vieux socialisme... et être enfin de gauche*, Éditions Robert Lafont.
162. « Manuel Valls : il faut rompre « avec la magie du verbe » » (http://www.lemonde.fr/politique/article/20100327/manuel-valls-il-faut-rompre-avec-la-magie-du-verbe_1325027_823448.html) *Le Monde*, 27 mars 2010.
163. « Retraites : Valls appelle à un « pacte national » » (<http://prod-tempsreel.nouvelobs.com/article/20100327.OBS1219/retraites-valls-appelle-a-un-pacte-national.html>) *nouvelobs.com*, 13 avril 2010.
164. « Manuel Valls se verrait bien candidat en 2012 » (<http://www.liberation.fr/actualite/instantane/homme/dujour/322961.FR.php>), *Libération*, 24 avril 2008.
165. François Bonnet, « Valls et le prix du « pacte des tortellinis » » (<https://www.mediapart.fr/journal/france/051216/valls-et-le-prix-du-pacte-des-tortellinis>) sur *Mediapart*, 5 décembre 2016 (consulté le 1^{er} août 2017).
166. Pierre de Gasquet, « Le grand virage « renziste » de Manuel Valls se précise à Bologne » (https://www.lesechos.fr/07/09/2014/lesechos.fr/0203755260471_le-grand-virage---renziste---de-manuel-valls-se-precise-a-bologne.htm) sur *lesechos.fr*, 7 septembre 2014 (consulté le 1^{er} août 2017).
167. Cécile Amar, « Valls-Renzi, le show des faux jumeaux » (<http://www.lejdd.fr/Politique/Manuel-Valls-et-Matteo-Renzi-affichent-leur-complicite-735196>) sur *lejdd.fr*, 31 mai 2015 (consulté le 1^{er} août 2017).
168. « L'heure de gloire de Manuel Valls » (http://www.lepoint.fr/politique/remaniement-l-heure-de-gloire-de-manuel-valls-31-03-2014-1807701_20.php)
169. Samuel Laurent, « Un socialisme « social-libéral », c'est-à-dire ? » (http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/09/01/qu-est-ce-qu-etre-social-liberal_4479920_4355770.html) sur *lemonde.fr*, 1^{er} septembre 2014 (consulté le 29 mai 2016).
170. Didier Hassoux, « Manuel Valls : « Je ne peux pas souhaiter la victoire du non » » (http://www.liberation.fr/france/2005/01/29/manuel-valls-je-ne-peux-pas-souhaiter-la-victoire-du-non_507792) *liberation.fr*, 29 janvier 2005 (consulté le 16 janvier 2017).
171. Émilie Lévêque et Michel Veron, « Primaire PS : ce qui différencie les candidats », *L'Express.fr*, 07 octobre 2011.
172. « Valls rêve d'une « majorité » élargie à Villepin et Bayrou » (http://www.lemonde.fr/politique/article/20110725/villepin-bayrou-et-le-page-peuvent-faire-partie-d-une-majorite-de-rassemblement-selon-le-socialiste-manuel-valls_155279_823448.html), *Le Monde*, 25 juillet 2011 (consulté le 26 juillet 2011).
173. « Primaire PS : comparez les propositions des candidats » (http://www.lemonde.fr/primaire-parti-socialiste/visuel/2011/10/04/primaire-ps-comparez-les-propositions-des-candidats_1581786_1471072.html), *Le Monde.fr*, 4 octobre 2011.
174. « « Il faudra aligner les régimes spéciaux sur le régime général », admet Manuel Valls » ([http://www.latribune.fr/info/-il-faudra-aligner-les-regimes-speciaux-sur-le-regime-general---admet-Manuel-Valls-279---AP-RETRAITES-REGIMES-SPECIAUX-PS-VALLS-\\$Db=News/Newsnsf-\\$Channel=Economie-\\$SubChannel=France](http://www.latribune.fr/info/-il-faudra-aligner-les-regimes-speciaux-sur-le-regime-general---admet-Manuel-Valls-279---AP-RETRAITES-REGIMES-SPECIAUX-PS-VALLS-$Db=News/Newsnsf-$Channel=Economie-$SubChannel=France)) *La Tribune*, 10 septembre 2007.
175. « UE : Manuel Valls favorable à un contrôle des budgets nationaux par Bruxelles » (<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hXtAX9-XkgKzQrRFxr6mWNI6Ccw>), *AFP*, 16 mai 2010.
176. Mathieu Magnaudeix, « Prédistribution ? Le nouveau concept politique de Manuel Valls » (<http://www.mediapart.fr/journal/france/241014/predistribution-le-nouveau-concept-politique-de-manuel-valls>) sur *mediapart.fr*, 24 octobre 2014 (consulté le 28 février 2015).
177. Discours de Manuel Valls à Londres (<http://www.gouvernement.fr/partage/2086-discours-de-manuel-valls-a-londres>) texte sur le site du gouvernement français.

178. Discours de François Hollande du 28 avril 2014 (<http://discours.vie-publique.fr/notices/147000938.html>)
179. « Destruction de 74 000 emplois en 2014 » (http://www.liberation.fr/economie/2015/03/11/en-2014-74-000-emplois-ont-ete-detruits-en-france_1218655) *liberation.fr*.
180. Guillaume Errard, « Manuel Valls évoque l'instauration d'un revenu universel » (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/09/16/20002-20160916ARTFIG00005-manuel-valls-reparle-du-revenu-universel.php>) sur *lefigaro.fr*, 16 septembre 2016 (consulté le 16 septembre 2016).
181. Les Décodeurs, « 50 nuances de revenu universel, l'idée à la mode de la présidentielle 2017 » (http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/01/03/50-nuances-de-revenu-universel-l-idee-a-la-mode-de-la-presidentielle-2017_507225_4355770.html) sur *lemonde.fr*, 3 janvier 2017 (consulté le 6 janvier 2017).
182. « Monsieur Ramadan ne peut pas être des nôtres » (<http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20031021.OBS8454/monsieur-ramadan-ne-peut-pas-etre-des-notres.html>) *Le Nouvel Observateur*, 6 novembre 2003.
183. Denis Sieffert, « Palestine : la conversion » (<http://www.politis.fr/Palestine-la-conversion20134.html>) », *Politis*, n° 1228, 22 novembre 2012.
184. « Seize choses que vous ignorez peut-être sur Manuel Valls » (<http://rue89.nouvelobs.com/2014/03/31/dix-choses-ignorez-peut-etre-manuel-valls-251118>), *Rue89*, 31 mars 2014.
185. Sorj Chalandon, « Les grondés. » (http://www.liberation.fr/medias/2005/04/07/les-grondes_515523) », *Libération*, 7 avril 2005.
186. Fiche de Manuel Valls pour la XII^e législature (http://www.assemblee-nationale.fr/12/tribun/fiches_id/267622.asp) site de l'Assemblée nationale.
187. Composition du groupe d'études à vocation internationale sur les territoires autonomes palestiniens durant XIII^e législature (http://www.assemblee-nationale.fr/qui/xml/organe.asp?id_organe=/13/tribun/xml/xml/organes/393228.xml), site de l'Assemblée nationale.
188. « Le débat sur la Palestine interdit » (<http://www.leparisien.fr/evry-91000/le-debat-sur-la-palestine-interdit-19-03-2011-1366169.php>) », *Le Parisien*, 19 mars 2011.
189. « Manuel Valls : « les conditions pour un État palestinien pas réunies (E1) » » (<http://www.europe1.fr/Politique/Manuel-Valls-les-conditions-pour-un-Etat-palestinien-pas-reunies-E1-735617>) », *Europe 1*, 25 septembre 2011.
190. Bastien Bonnefous, « Manuel Valls, l'ami d'Israël, en visite à Tel-Aviv » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/05/21/manuel-valls-l-ami-d-israel_4923732_823448.html) sur *lemonde.fr*, 21 mai 2016 (consulté le 22 mai 2016).
191. « Valls ne laissera pas « le conflit israélo-palestinien s'importer en France » » (http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/07/13/plusieurs-milliers-de-manifestants-a-lille-en-soutien-a-gaza_4456290_3224.html) *Le Monde*, 13 juillet 2014.
192. Manuel Valls : « Une minorité de forces radicales profitent de la situation » (<http://www.leparisien.fr/politique/manuel-valls-une-minorite-de-forces-radicales-profitent-de-la-situation-22-07-2014-4018825.php>) *Le Parisien*, 22 juillet 2014.
193. Manifestations autorisées pour Gaza : les élus qui défilent font « une erreur » (<http://www.lefigaro.fr/politique/2014/07/24/01002-20140724ARTFIG00034-gaza-pour-valls-les-elus-qui-manifestent-font-une-erreur.php>) *Le Figaro*, 24 juillet 2014.
194. Bastien Bonnefous et Stéphanie Le Bars, « Manuel Valls à l'offensive : une affaire de convictions personnelles et d'image » (http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/01/03/manuel-valls-a-l-offensive-une-affaire-de-convictions-personnelles-et-d-image_4342590_3224.html) », *Le Monde*, 3 janvier 2014.
195. Stéphanie Le Bars, « L'UOIF dans le collimateur de Manuel Valls au dîner du Crif de Marseille » (<http://religion.blog.lemonde.fr/2012/05/22/luoif-dans-le-collimateur-de-manuel-valls-au-diner-du-crif-de-marseille>) blog « Digne de foi » de Stéphanie Le Bars, journaliste au *Monde*, 22 mai 2012.
196. Israël-Palestine : Quand Valls désavoue Hollande (<http://www.politis.fr/articles/2016/05/israel-palestine-quand-valls-desavoue-hollande-34729/>) Denis Sieffert, *Politis*, 18 mai 2016.
197. « Résolution de l'Unesco sur Jérusalem : Hollande et Valls prennent leurs distances » (<http://www.lejdd.fr/Politique/Résolution-de-l-Unesco-sur-Jerusalem-Hollande-et-Valls-prennent-leurs-distances-785033>) Gaël Vaillant, *Le JDD*, 11 mai 2016.
198. Mathieu Deslandes, « Valls se sent « plus à gauche que ceux qui le clament sur Rue89 » », *Rue89*, 5 juillet 2011 (lire en ligne (<http://www.rue89.com/2011/07/05/valls-se-sent-plus-a-gauche-que-ceux-qui-le-clament-sur-rue89-212365>)).
199. « 49.3, « social réformisme », laïcité... Ce qu'il faut retenir de Manuel Valls dans « L'Emission politique » » (http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/01/06/49-3-social-reformisme-laicite-ce-qu-il-faut-retenir-de-manuel-valls-dans-l-emission-politique_5058417_4854003.html) sur *lemonde.fr*, 6 janvier 2017 (consulté le 14 janvier 2017).
200. Michel Urvoy, « Valls, le social-réaliste qui secoue le PS » (http://www.ouest-france.fr/Valls-le-social-realiste-qui-secoue-le-PS/-re/actuDet/actu_3635-625959-----actu.html) *Ouest-France*, 6 mai 2008.
201. Christophe Cornevin, « Roms : Manuel Valls affiche sa fermeté » (<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/03/14/01016-20130314ARTFIG00647-roms-le-cri-d-alarme-et-le-message-de-fermete-de-valls.php>) sur *LeFigaro.fr*, 14 mars 2013.
202. Manuel Valls et les Roms : l'impossible procès (http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/10/08/manuel-valls-et-les-roms-l-impossible-proces_4785623_3232.html) *Le Monde*, 8 octobre 2015.

203. « « Manuel Valls aimerait plus de « blancs » dans sa ville d'Évry » - Rue89 » (<http://rue89.nouvelobs.com/2009/06/10/manuel-valls-aimerait-plus-de-blancs-dans-sa-ville-devry>) Rue89.
204. « Manuel Valls et « l'apartheid » : le silence éloquent de Christiane Taubira » (<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2015/02/10/25002-20150210ARTFIG00198-manuel-valls-et-l-apartheid-le-silence-eloquent-de-christiane-taubira.php>), sur *Le Figaro*, 10 février 2015.
205. L'Obs, « Valls : « Il faut tout faire pour casser les ghettos, sinon tout va exploser » » (<http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20150209.OBS2050/valls-il-faut-tout-faire-pour-casser-les-ghettos-sinon-tout-va-exploser.html>), *L'Obs*, 9 février 2015.
206. « Ni mesures chocs ni gros moyens dans le plan Valls contre « l'apartheid » » (http://www.lemonde.fr/banlieues/article/2015/03/06/le-plan-du-gouvernement-contre-l-apartheid-sans-mesures-choc-ni-gros-moyens_4589140_1653530.html), *Le Monde.fr*.
207. « Valls (PS) pour un financement public des mosquées. » (http://www.liberation.fr/politiques/2003/12/02/valls-ps-pour-un-financement-public-des-mosquees_453880) *Libération*, 2 décembre 2003.
208. Bernadette Sauvaget, « La loi de 1905, en toute modestie » (<http://www.reforme.net/archive2/article.php?num=3154&ref=1076>), *Réforme*, n° 3154, 12 août 2005.
209. Stéphanie Le Bars, « Manuel Valls défend « la liberté de porter la kippa » » (http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/09/24/manuel-valls-defend-la-liberte-de-porter-la-kippa_1764577_3224.html) sur *Le Monde*, 23 septembre 2012.
210. Stéphanie Le Bars, « Manuel Valls, partisan d'une « laïcité exigeante » » (http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/04/01/manuel-valls-partisan-d-une-laicite-exigeante_4393354_3224.html) *Le Monde*, 1^{er} avril 2014.
211. Arthur Berdah, « Manuel Valls dénonce à son tour l'« islamogauchisme » » (<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2016/05/22/25002-20160522ARTFIG00065-manuel-valls-denonce-a-son-tour-l-islamo-gauchisme.php>) *lefigaro.fr*, 22 mai 2016 (consulté le 22 mai 2016).
212. Julia Pascual, Nicolas Chapuis, « Manuel Valls : « Être lucide face à la menace, ce n'est pas basculer dans le populisme » » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/07/29/manuel-valls-etre-lucide-face-a-la-menace-ce-n-est-pas-basculer-dans-le-populisme_4976094_823448.html) sur *lemonde.fr*, 29 juillet 2016 (consulté le 30 juillet 2016).
213. « Manuel Valls « soutient » les maires ayant interdit le « burkini » » (http://www.lemonde.fr/religions/article/2016/08/17/manuel-valls-soutient-les-maires-ayant-interdit-le-burkini_4983667_1653130.html) *lemonde.fr*, 17 août 2016 (consulté le 3 janvier 2017).
214. Agence France Presse, « « Burkini » : Manuel Valls désavoue Najat Vallaud-Belkacem » (http://www.lemonde.fr/religions/article/2016/08/25/burkini-manuel-valls-desavoue-najat-vallaud-belkacem_4987686_1653130.html) *lemonde.fr*, 25 août 2016 (consulté le 3 janvier 2017).
215. Delphine Bancaud, « Pour Manuel Valls, le débat sur le burkini reste ouvert » (<http://www.leparisien.fr/societe/pour-manuel-valls-le-debat-sur-le-burkini-reste-ouvert-26-08-2016-6071669.php>) *leparisien.fr*, 26 août 2016 (consulté le 3 janvier 2017).
216. Mathieu Dejean, David Doucet, « Les « influences juives » de Manuel Valls : une vieille rengaine de l'extrême droite » (<http://www.lesinrocks.com/2015/02/16/actualite/les-influences-juives-de-manuel-valls-une-vieille-rengaine-c-e-l-extreme-droite-11562847/>) sur *lesinrocks.com*, 16 février 2015 (consulté le 16 février 2015).
217. « « Influence juive » : Manuel Valls répond à Roland Dumas » (http://www.lepoint.fr/politique/influence-juivemanuel-valls-repond-a-roland-dumas-16-02-2015-1905521_20.php) sur *lepoint.fr*, 16 février 2015 (consulté le 16 février 2015).
218. Cécile Chambraud, « Valls fustige un « nouvel antisémitisme qu'il faut combattre » » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/09/18/valls-veut-relancer-le-plan-contre-le-racisme-et-l-antisemitisme-pas-a-la-hauteur_4490384_82448.html#EglpoyO4UyhjzXC99), sur *Le Monde*, 18 septembre 2014.
219. « Valls envisage des mesures contre les manifestations en faveur du boycott de produits israéliens » (http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/19/valls-envisage-des-mesures-contre-les-manifestations-pro-boycott-de-produits-israeliens_4849405_3224.html) sur *Le Monde*, 19 janvier 2016.
220. Arthur Berdah, « Violente passe d'armes entre Valls et le président de l'Observatoire de la laïcité » (<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2016/01/19/25002-20160119ARTFIG00001-manuel-valls-desavoue-jean-louis-bianco-et-l-observatoire-de-la-laicite.php>) sur *Le Figaro*, 19 janvier 2015.
221. Cécile Chambraud, « Au dîner du CRIF, Manuel Valls confond antisémitisme et antisionisme » (http://www.lemonde.fr/religions/article/2016/03/08/au-diner-du-crif-m-valls-assimile-antisemitisme-et-antisemitisme_4878208_1653130.html), sur *www.lemonde.fr*, 8 mars 2016 (consulté le 8 mars 2016).
222. « L'antisionisme est le nouvel habit de l'antisémitisme » (<http://www.la-croix.com/Debats/Chroniques/L-antisionisme-nouvel-habit-antisemitisme-2016-03-08-1200745373>) sur *La Croix.com*, 8 mars 2016 (consulté le 8 mars 2016).
223. Maurice Szafran, « Manuel Valls a-t-il tort de confondre antisémitisme et antisionisme ? » (<http://www.challenges.fr/politique/20160308.CHA6024/manuel-valls-a-t-il-tort-de-confondre-antisemitisme-et-antisemitisme.html>) sur *Challenges.fr*, 8 mars 2016 (consulté le 8 mars 2016).
224. « On veut neutraliser toute critique d'Israël » (<http://www.la-croix.com/Debats/Chroniques/On-veut-neutraliser-toute-critique-Israel-2016-03-08-1200745374>) sur *La Croix.com*, 8 mars 2016 (consulté le 8 mars 2016).
225. Laurent Joffrin, « Antisionisme et antisémitisme : l'erreur de Valls » (http://www.liberation.fr/france/2016/03/08/antisionisme-et-antisemitisme-l-erreur-de-valls_1438396) 8 mars 2016 (consulté le 8 mars 2016).

226. Manuel Valls par Christine Angot : je ne suis pas romantique (http://www.liberation.fr/amphtml/elections-presidentielles-legislatives-2017/2017/06/26/manuel-valls-par-christine-angot-je-ne-suis-pas-romantique_1579641)
227. La Croix, « Manuel Valls : « La France entend promouvoir une initiative internationale sur la GPA » » (<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Manuel-Valls-La-France-entend-promouvoir-une-initiative-internationale-sur-la-GPA-2014-10-02-1215549>), *la-croix.com*, 2 octobre 2014.
228. « « Valls n'a pas toujours été franchement contre la GPA (il a même été pour) » - Rue89 » (<http://rue89.nouvelobs.com/rue69/2014/10/03/gpa-manuel-valls-na-toujours-ete-farouchement-contre-a-meme-ete-255244>), *Rue89*.
229. « Cannabis : Valls en « désaccord total » avec la proposition de Vaillant » (http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/societe/20091012.OBS4325/cannabis_valls_en_desaccord_total_avec_la_proposition_.html), *nouvelobs.com*, 12 octobre 2009.
230. « Le délit d'outrage à «*La Marseillaise*» laisse la gauche sans voix » (http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=789598&xtmc=le_delit_d_outrage_a_la_marseillaise_laisse_la_gauche_sans_voix&xtcr=1) *Le monde*, 26 janvier 2003.
231. « Valls et les statistiques ethniques : de quoi parle Robert Ménard ? » (<http://www.metronews.fr/info/manuel-valls-et-les-statistiques-ethniques-de-quoi-parle-robert-menard/moeelKSWIFDrDFc/>), sur *metronews.fr*, 5 mai 2015 (consulté le 7 mai 2015).
232. Sébastien Tronche, « Manuel Valls contredit Manuel Valls sur la limitation des mandats dans le temps » (<http://lelab.europe1.fr/manuel-valls-contredit-manuel-valls-sur-la-limitation-des-mandats-dans-le-temps-2748629>), sur *Le Lab*, 18 mai 2016 (consulté le 12 mai 2017).
233. Thomas Wieder, « Comment Valls bouscule la communication de Matignon » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/04/17/comment-valls-bouscule-la-communication-de-matignon_4402832_823448.html), *Le Monde*, 17 avril 2014.
234. Sébastien Tronche, « Les similitudes entre le discours de politique générale de Manuel Valls et celui d'investiture de Nicolas Sarkozy en 2007 » (<http://lelab.europe1.fr/Les-similitudes-entre-le-discours-de-politique-generale-de-Manuel-Valls-et-celui-d-investiture-de-Nicolas-Sarkozy-en-2007-13928>), *Le Lab Europe 1*, 9 avril 2014.
235. « Ces sondages absurdes que Manuel Valls a payés si cher », *Marianne*, 14 avril 2017 (lire en ligne (<https://www.marianne.net/politique/ces-sondages-absurdes-que-manuel-valls-payes-si-cher>))
236. « Carlos da Silva » (http://www2.assemblee-nationale.fr/deputes/fiche/OMC_R267623), *assemblee-nationale.fr* (consulté le 18 janvier 2017)
237. Depuis le décret du 21 novembre 2008 (Décret n° 2008-1202 du 21 novembre 2008 modifiant le code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, paru au *Journal officiel* du 22 novembre 2008 (texte 1) : « *La dignité de grand officier appartient de plein droit aux anciens Premiers ministres qui ont exercé leurs fonctions durant deux années au moins* ».
238. Décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963 portant création d'un ordre national du Mérite (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000704061>), sur *Légifrance*.
239. [1] (<https://www.boe.es/boe/dias/2015/03/24/pdfs/BOE-A-2015-3143.pdf>) Décret Royal 212/2015, du 23 mars, Manuel Valls Grand-Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, dans *BOE* (24/03/15).
240. « Algerie : « la polémique est derrière nous » (Valls) » (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/12/23/01-20131223FILWWW00664-algerie-la-polemique-est-derriere-nousvalls.php>), sur *lefigaro.fr*, 23 décembre 2013
241. Ouattara Ouakaltio, « Coopération : Manuel Valls fait commandeur dans l'ordre du mérite ivoirien » (<http://www.fratmat.info/politique/item/9871-manuel-valls-fait-commandeur-dans-l%E2%80%99ordre-du-m%E9rite-ivoirien>), sur *http://www.fratmat.info*, 17 novembre 2013 (consulté le 20 avril 2014).
242. « Le député socialiste Manuel Valls fait Commandeur du Ouissam alaouite » (http://www.lematin.ma/journal/Distinction_Le-depute-socialiste-Manuel-Valls-fait-Commandeur-du-Ouissam-alaouite/152493.html)
243. [2] (http://malijet.com/a_la_une_du_mali/86771-visite-de-manuel-valls-a-bamako-des-engagements-concrets.html)
244. MANUEL VALLS FAIT CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU LION (<http://www.senepius.com/article/manuel-valls-fait-chevalier-de-l%E2%80%99ordre-national-du-lion>)
245. [3] (https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/250625/2014_Honorary_Awards_-_Final_-_a.pdf)

Voir aussi

Bibliographie

- Jacques Hennen et Gilles Verdez, *Manuel Valls, les secrets d'un destin*, éditions du Moment, 2013
- David Revault d'Allonnes et Laurent Borredon, *Valls à l'intérieur*, éditions Robert Lafont, 2014, (ISBN 978-2-221-13725-3)

Sur les autres projets Wikimedia :

 [Manuel Valls](#), sur Wikimedia Commons

 [Manuel Valls](#), sur Wikiquote

 [Manuel Valls](#), sur Wikinews

- Emmanuel Ratier, *Le Vrai Visage de Manuel Valls*, éditions Facta, 2014, 120 p. (présentation en ligne)

Articles connexes

- Gouvernement Manuel Valls (1) - Gouvernement Manuel Valls (2)
- Liste des dirigeants actuels

Liens externes

- Site officiel de campagne de Manuel Valls pour les primaires 2017 #Valls2017
 - Manuel Valls, sur le site assemblee-nationale.fr
 - *Notices d'autorité* : Fichier d'autorité international virtuel• International Standard Name Identifier• Bibliothèque nationale de France(données)• Système universitaire de documentation• Bibliothèque du Congrès• Gemeinsame Normdatei• Bibliothèque universitaire de Pologne• WorldCat
-

Ce document provient de «https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Manuel_Valls&oldid=142093469».

La dernière modification de cette page a été faite le 30 octobre 2017 à 11:20.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc, organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.